

l'Anticapitaliste

N°62 | FÉVRIER 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



LA GRÈCE ET SYRIZA ENTRE ESPOIRS, OBSTACLES ET CONTRADICTIONS



**SUR LES MANIFESTATIONS
DU 11 JANVIER**



**BELGIQUE : GOUVERNEMENT
IMPOPULAIRE, REMONTÉE DES
LUTTES ET IMPASSE SYNDICALE**



**UNE NOUVELLE PAGE S'ÉCRIT
AU BURKINA FASO**

EDITORIAL

Henri Wilno Comprendre ce qui se joue en Grèce **P3**

ACTUALITE

Yann Cézard Sur les manifestations du 11 janvier **P4**

Julien Salingue Ne pas s'interdire de réfléchir, agir pour ne pas subir **P6**

Céline Caudron

Belgique Gouvernement impopulaire, remontée des luttes et impasse syndicale **P9**

Paul Martial Burkina Faso Une nouvelle page s'écrit **P12**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès

Syriza et le nouveau gouvernement face à leurs contradictions **P15**

François Sabado Grèce : un tournant possible en Europe ! **P17**

Emil Ansker Syriza et les anticapitalistes : état des lieux avant bouleversement **P19**

Panos Kosmas

Que s'est-il passé lors du comité central et du « congrès permanent » de Syriza ? **P23**

OKDE-Spartakos Déclaration face aux élections du 25 janvier **P24**

Eric Toussaint Et si Syriza prenait au mot l'UE et audait la dette de la Grèce ? **P26**

REPÈRES

Joseph Daher Afrique du Nord et Moyen-Orient

Les processus révolutionnaires pris dans l'étau des forces réactionnaires **P29**

LECTURES

Pierre Levi Frölich sur la Première Guerre mondiale et l'Allemagne **P34**

FOCUS

Ornella Chesnutt Après la révocation de Yann Le Merrer Construire un mouvement national contre la répression **P36**

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Dans la manifestation parisienne du 26 janvier 2015 contre la loi Macron, le cortège du CLIC-P, Comité de liaison intersyndical du commerce de Paris. Photothèque rouge/Milo.



Comprendre ce qui se joue en Grèce

PAR HENRI WILNO

La victoire de Syriza est un événement extrêmement positif. Elle va permettre de desserrer l'étau de l'austérité qui a provoqué une chute du niveau de vie de la population grecque sans guère d'exemple en-dehors de périodes de guerre. Au niveau européen, elle constitue une défaite pour les gouvernements de droite et de gauche qui ne cessent de répéter qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité et à la destruction des acquis sociaux. Au-delà, l'Histoire reste à écrire.

Pour comprendre ce qui est train de se jouer en Grèce, outre la crise lancinante des économies européennes, il faut prendre en compte deux paramètres : la nature de Syriza et les circonstances de son arrivée au pouvoir. Syriza est une construction composite. Jusqu'à une date récente, plus une confédération de courants qu'un parti. En effet, autour de composantes issues du communisme grec et en rupture avec le sectarisme du KKE (PC grec), se sont agglomérées diverses organisations venues de l'extrême gauche.

RÉFORMISME ET SOCIAL-LIBÉRALISME

Le centre de gravité de Syriza est le réformisme mais il existe une habitude erronée d'utiliser le terme « réformiste » pour désigner aussi bien les PS français, espagnol, portugais, etc. Le PS de Hollande est bien issu du réformisme mais n'est plus réformiste : ses réformes sont en fait des « contre-réformes » qui démantèlent les droits sociaux. Le PS est devenu social-libéral. Syriza a un programme qui va dans le sens de la satisfaction des aspirations populaires, même s'il a été édulcoré par la direction Tsipras dans la période récente.

Le deuxième paramètre de la situation est constitué par les circonstances de l'arrivée au pouvoir. Les exemples français, tant en 1936 que 1981, montrent que ce qui est décisif, c'est la mobilisation de « ceux d'en bas ». En 1936, la mobilisation ouvrière s'est déclenchée de façon largement spontanée. Dans les années 1970, après la signature du programme commun de la gauche, les directions syndicales n'ont plus eu comme perspective que de canaliser la combativité vers les élections et ensuite vers le soutien au gouvernement. Le futur du gouvernement Syriza dépendra donc de la mobilisation populaire. Mais

celle-ci reste largement à construire pour des raisons complexes : limites du syndicalisme grec, manque d'enracinement militant de larges secteurs de Syriza, sectarisme du KKE dont la direction souhaite au fond que rien ne change pour préserver son pré-carré bureaucratique, et aussi poids de la crise et de la misère qui pousse de larges secteurs populaires à reporter leurs espoirs sur un parti ou un homme providentiels.

LE FACTEUR DÉCISIF : LA MOBILISATION

De plus, Syriza arrive au gouvernement dans le contexte de la crise d'un capitalisme internationalisé et financiarisé et dans un pays enserré dans l'Union européenne. Pour faire des réformes, il faut donc plus de radicalité que ce n'était le cas à l'époque antérieure. Cela peut tendre à favoriser les courants prétendument « raisonnables » qui poussent à édulcorer encore plus le programme de Syriza et à risquer d'embourber le gouvernement grec dans des négociations sans fin avec l'Union européenne. L'alliance avec le parti souverainiste ANEL ne sera pas non plus sans incidence. Dans l'immédiat, les premières mesures sociales du gouvernement Tsipras vont dans le sens d'une remise en cause des reculs imposés par les gouvernements du PASOK (socialiste) et de la droite sous la férule de la Troïka.

En conclusion, l'Histoire n'est pas encore écrite : tout dépendra du mouvement populaire et aussi de la capacité d'initiative des courants de gauche, révolutionnaires ou radicaux, dans et hors de Syriza. Pour ce qui nous concerne, aider les Grecs passe par la lutte pour nos propres revendications. S'il y avait un vrai mouvement contre la loi Macron, Hollande mettrait moins d'énergie à faire pression sur Syriza (il a souligné immédiatement au nouveau gouvernement grec que les « engagements » devaient être respectés). Mais une action de solidarité plus directe sera aussi nécessaire : il faut lutter contre la propagande anti-grecque ; il faut dénoncer les pressions de l'Union européenne ; la France est des créanciers de la Grèce, elle doit renoncer à cette dette. Quelle que soit notre analyse des limites de Syriza, nous devons nous garder d'une posture passive, celle du commentateur qui dira ensuite « on vous l'avait bien dit », car une défaite du peuple grec serait aussi notre propre défaite. □

Le 25 janvier au QG de Syriza à Athènes, lors de l'annonce des sondages sortie des urnes. DR.



Sur les manifestations du 11 janvier

PAR YANN CÉZARD

Les gigantesques manifestations qui ont sillonné le pays ce jour-là, en réaction à deux attentats ignobles, peuvent laisser perplexes. Comment saisir leur portée, et les motivations, forcément diverses malgré l'apparent unanimité, de ces millions de manifestants ?



Dans la manifestation du 11 janvier 2015 à Cherbourg. Photothèque rouge/Franck Houlgatte.

Le souci, bien sûr, c'est que chacun cède à la tentation d'y voir ce qu'il a envie d'y voir. A ce petit jeu, les plus forts sont le pouvoir lui-même, assisté de l'essentiel de la classe politique et des grands médias. On nous a donc montré une grande vague dite « républicaine », l'union nationale contre le terrorisme. Des Français fiers d'être Français, qui aiment leurs policiers, les applaudissent et les embrassent, unis comme jamais – et attention, hein, pas racistes, au contraire, pas d'amalgame ! – dressés contre la monstruosité terroriste, pour les libertés démocratiques, pour la liberté d'expression. Unis avec le chef de l'Etat et ses prestigieux invités internationaux. Drapeaux tricolores et marseillaises à gogo, mêlés aux hommages à Charlie. C'est ce que *Le Monde*, dans une de ces Unes éminemment idéologiques dont il nous accable souvent, a appelé « *L'esprit du 11 janvier* ». Ce sont les images de

cette France-là que nous ont montré *ad nauseam* les télévisions : un peuple qui dit des choses généreuses, mais au garde-à-vous derrière ses chefs qui eux n'ont rien de généreux. Le gouvernement veut ainsi reprendre la main, et fait comme si ces millions de gens, qui ont juste défilé, plus ou moins confusément, « contre le terrorisme » ou « pour la liberté », avaient manifesté pour le pouvoir. Et d'invoquer cet « esprit du 11 janvier » pour justifier tout et n'importe quoi...

« ESPRIT, ES-TU LÀ ? »

En réalité, la « vérité » de ces manifestations est bien évidemment contradictoire. Il y a cependant quelques évidences, à rappeler pour empêcher les mythes de s'enraciner. Dans beaucoup de villes, à commencer par Paris, les manifestations étaient étonnamment (vu le nombre considérable de gens concernés) peu « inter-

classistes ». Elles ont souvent donné l'impression d'être des manifestations de la petite-bourgeoisie blanche, de gauche et de droite. A Paris, dans certains coins de la gigantesque manifestation, celle-ci prenait même des airs de « manif pour tous » (un paradoxe pour *Charlie Hebdo* !), et là se concentraient le délire patriotique et les ovations à la maréchaussée.

Ailleurs, c'était au contraire la manifestation de la petite-bourgeoisie de gauche, qui n'avait sans doute que faire de défilé (ou pas) derrière le bal des vampires international qui formait la tête du cortège, une foule viscéralement attachée à la liberté d'expression et d'opinion. Nombreux étaient d'ailleurs ceux qui, dès les premiers rassemblements du mercredi soir, précisaient qu'ils voulaient aussi condamner tout amalgame raciste.

Un sondage de l'institut Harris (« qui vaut ce qu'il vaut », comme on dit pour

s'excuser d'en citer) nous dit que 24 % des sondés déclarent avoir manifesté (chiffre supérieur à la réalité !), 54 % avoir voulu le faire sans le faire, 22 % carrément ne pas avoir voulu manifester. Or les réfractaires sont 36 % parmi les sondés sympathisants du FN, 28 % chez les sympathisants UMP, qui sont donc surreprésentés dans cette catégorie. Quant aux participants réels ou proclamés de la manifestation, on trouve une surreprésentation des 50 ans et plus (29 % des 50-64 ans), davantage de cadres que d'ouvriers (27 % contre 20 %), plus de diplômés (32 % des personnes les plus diplômées).

L'institut en conclut que la population manifestante « est très nettement de gauche. 42 % des sympathisants des partis de gauche indiquent avoir manifesté contre 16 % de ceux UMP. (...) C'est donc une population plutôt aisée, insérée et de gauche qui est descendu massivement dans la rue, et une autre, à droite – voire à l'extrême-droite – qui volontairement n'a pas voulu manifester. »

On peut trouver cela rassurant. Sous la croûte de l'union nationale au fumet forcément très droitier, mise en avant de façon outrée par les médias, il y avait, en partie, la mobilisation de « la gauche ». C'est cependant aussi le reflet d'une ligne de faille entre une partie des classes populaires (d'un côté les immigrés et leurs enfants et petits-enfants, d'un autre côté des travailleurs sympathisant avec FN) et une partie du mouvement ouvrier, qui appelant ou pas à la manifestation d'union nationale du 11 janvier, tente globalement de joindre la défense de la liberté d'opinion et d'expression et le rejet des démagogies racistes.

Au vu de l'étrange façon dont la gauche exerce le pouvoir, l'institut se pose du coup une question fort judicieuse : « Cette population manifestante est-elle prête à tout accepter au nom de l'union nationale ? » Les réponses des sondés n'ont rien d'éclairant, puisqu'ils sont pour tout ce qui apparaît (fallacieusement) « raisonnable » : « assurer une meilleure éducation civique dans les écoles pour mieux transmettre les valeurs fondamentales de la France », durcir la loi « contre les personnes qui auraient pu participer à des camps d'entraînement au djihad », « mieux contrôler les réseaux sociaux »... Ce qu'ils accepteront, et même réclameront, dépend évidemment de l'évolution du climat et de la propagande entretenus par le gouvernement, l'UMP et le FN, le système médiatique

jamais à court de démagogie non plus. En attendant, le 11 janvier, les foules ne sont pas descendues dans la rue pour réclamer des mesures contre les Arabes et les Musulmans, une guerre néocoloniale de plus, des lois liberticides...

Mais, comme le disait Noam Chomsky à propos de toutes ces guerres impérialistes qui ont été menées au nom et avec l'assentiment de la majorité des populations des pays riches, « l'opinion publique ça se fabrique ». Et en la matière il y a péril en la demeure. Hollande, Valls et leurs collaborateurs installent peu à peu un climat malsain, sécuritaire, paranoïaque, fait d'interrogations et d'insinuations permanentes sur le malaise des banlieues, le douteux civisme de la jeunesse, le tout-fout-le-camp moral, la démocratoco-compatibilité de « l'Islam » (en général, celui qui n'existe qu'en fantasme). C'est la rengaine déjà trop connue de l'identité (ici « républicaine » pour faire bonne mesure) de la France en péril. C'est le vieux délire de l'autorité, censé nous faire oublier l'austérité. Il y a de fortes nuances entre les démagogues, du FN au PS. Mais une surenchère s'est indiscutablement accélérée depuis les massacres des 7 et 9 janvier.

PÉRIL EN LA DEMEURE

Ce pouvoir peut-il faire endosser aux manifestants le contraire de ce qu'au moins certains pourraient avoir désiré ? Pas sûr. Gageons que beaucoup ne se laisseront pas si bêtement tirer d'une manif « pour la liberté » vers le ralliement à l'autorité-austérité, parce que les peuples ne sont pas des vaches qu'on tire par l'anneau qu'on leur met dans le pif. Pas si bêtes, les manifestants peuvent bien tout de même faire la différence entre l'union nationale de Hollande-Valls et leur union à eux, populaire, humaine voire « républicaine » s'ils veulent.

Pas sûr donc. Mais possible quand même. D'autant qu'il y a désormais une sorte de porosité d'une partie des classes populaires et de la petite-bourgeoisie de gauche à la démagogie contre ceux d'entre nous qui sont « issus de l'immigration ». C'est même une fonction de « l'islamophobie » de notre époque, qui n'est pas une innocente déclinaison de l'anticléricalisme et de la lutte, toujours d'actualité, contre les idées réactionnaires distillées peu ou prou par la plupart des discours et institutions des diverses religions. C'est

une sorte de racisme culturel bon teint. Un autre nom, plus hypocrite, de la haine des Arabes.

Mais pas seulement : peu à peu se distille dans les consciences l'idée que l'Islam serait une religion *spécifiquement réactionnaire*, particulièrement hostile aux femmes (il y a pourtant concurrence en ce domaine sur le marché mondial des religions, malheureusement !), singulièrement réfractaire aux idéaux démocratiques. Une petite musique se fait toujours plus insistante : les générations passées ont lutté pour imposer dans la société française la laïcité, le principe de l'égalité des femmes et des hommes, la tolérance couplée à une totale liberté d'opinion et d'expression. Ces progrès ne sont-ils pas maintenant menacés par les nouveaux Français, les immigrés de culture musulmane, qui n'ont pas assimilé ces métamorphoses culturelles et politiques, et par leurs enfants et petits-enfants surtout, qui sont à tout jamais nos concitoyens, mais mépriseraient les femmes, n'écouterait pas la parole républicaine des enseignants, ne « s'assimileraient » pas en n'assimilant pas ces progrès démocratiques que l'on appelle communément, en France, la « République » ? N'a-t-on pas trop reculé ces dernières années ? Été trop tolérant ?

Ce discours, qui tient à distance toute réflexion sur les inégalités sociales, les discriminations racistes, les humiliations culturelles que la « République » ne saurait voir et auxquelles elle ne fait rien, tenu par une meute de politiciens et d'écrivains qui n'ont pas toujours le style provocateur, mal-pensant, ouvertement raciste, d'un Zemmour ou d'une Le Pen, est évidemment une mise en demeure, de plus en plus oppressante, faite aux « Musulmans » et en fait tout particulièrement à une fraction de la jeunesse de la classe ouvrière française. Elle peut imprégner désormais une partie de la population qui se veut de gauche, l'entraîner sur la pente glissante d'une certaine hostilité, qui pourrait se « décomplexer », à l'égard des jeunes prolétaires arabes ou africains.

Mais rien n'est joué bien sûr. A condition bien sûr de saisir ces contradictions, refuser l'union nationale, s'adresser, aussi, à la majorité de ceux qui ont voulu « marquer le coup » face à ces massacres en se mobilisant dans la rue. □

TUERIES À CHARLIE HEBDO ET PORTE DE VINCENNES

Ne pas s'interdire de réfléchir, agir

Les tueries de Charlie Hebdo et de la porte de Vincennes ne doivent pas nous empêcher de réfléchir. Bien au contraire, elles ont ouvert une période de questionnements et de doutes chez des millions d'entre nous, auxquels il faut apporter des réponses, quand bien même celles-ci ne sont pas dans l'air du temps et ne sont pas consensuelles, afin d'éviter que d'autres n'imposent leurs réponses guerrières, sécuritaires et racistes.¹

LES ASSASSINS NE SONT PAS DES IRRESPONSABLES

Au sujet des tueries elles-mêmes, deux discours apparemment opposés se font face, qui ont toutefois un point commun : celui de déresponsabiliser les assassins. Le premier de ces discours est celui qui domine chez les élites politico-médiatiques : les tueurs sont des « fous », des « monstres », des « barbares », et rien ne peut expliquer rationnellement leurs actes. Le second discours vient de certains acteurs antiracistes et/ou anti-impérialistes : les tueurs sont le produit des politiques, intérieures et extérieures, de la France, et l'on peut comprendre (sans les justifier) les tueries comme une conséquence de ces politiques.

Le premier de ces discours exploite l'émotion légitime suscitée par la violence des tueries pour censurer toute réflexion et toute tentative d'explication. Le second discours, duquel je me sens plus proche, présente toutefois le même défaut que le premier : il « oublie » que les tueurs sont des sujets qui ont réfléchi et agi, et non de simples sous-produits passifs du racisme et de l'impérialisme. A certains égards, on s'approche ici dangereusement des thèses complotistes, qui voient les assassins comme de simples marionnettes des grandes puissances. Or les tueurs ont un discours (voir leurs interviews et vidéos, dans lesquelles ils parlent de la Syrie, de l'Iraq, des offenses faites aux musulmans en France et dans le monde, etc.) ; un corpus théorique (voir notamment l'article publié par *Mediapart*²) ; des références organisationnelles (État islamique, Al-Qaeda dans la péninsule arabique).

Pourquoi insister sur ce point ? Il ne s'agit évidemment pas de considérer les tueurs indépendamment du contexte politique, économique et social (natio-

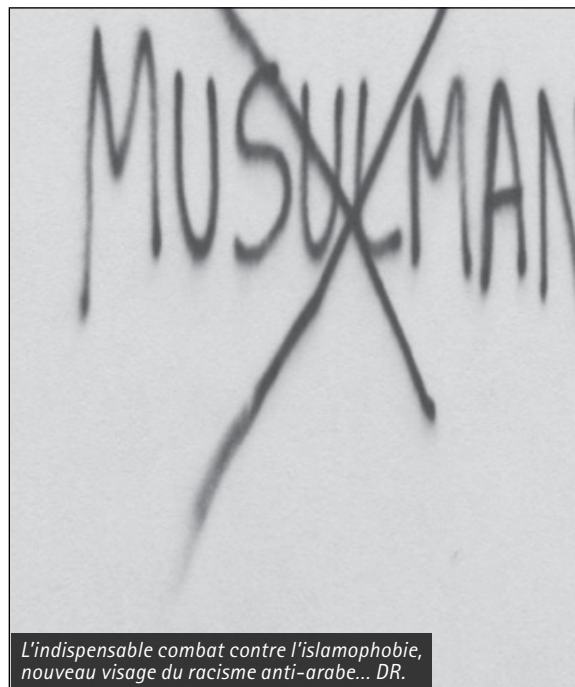
nal et international) dans lequel ils évoluent, et donc de déresponsabiliser la France et ses politiques. Il s'agit en revanche de comprendre, à la lumière du discours et du positionnement politiques des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly, que ces derniers se pensent, *rationnellement*, en guerre contre une certaine France, et qu'ils se considèrent, *rationnellement*, en situation de légitime défense. En témoigne cette déclaration de Coulibaly dans sa vidéo posthume : « Vous attaquez le Califat, vous attaquez l'Etat islamique, on vous attaque. Vous ne pouvez pas attaquer et ne rien avoir en retour ».

LA FRANCE (RE)DÉCOUVRE QU'ELLE EST EN GUERRE

L'une des causes de la sidération qui a touché de larges secteurs de la population, y compris les cercles militants, est la (re)découverte de cette vérité : oui, la France est en guerre. Une guerre qui ne dit pas toujours son nom, une guerre dont on discute peu dans les assemblées, dans les médias et plus généralement dans l'espace public, une guerre contre des ennemis pas toujours bien identifiés, une guerre asymétrique, mais une guerre tout de même. Les récentes tueries l'ont rappelé de manière brutale à qui l'ignorait, refusait de le voir ou l'avait oublié : la France est en guerre, la guerre fait des morts, et les morts ne se comptent pas toujours chez l'adversaire.

Contre qui la France est-elle en guerre ? Selon les discours et les périodes, contre le « terrorisme international », contre le « jihadisme », contre la « barbarie intégriste », etc. Ce texte n'a pas vocation à discuter de ces dénominations imprécises, des généralisations abusives qu'elles impliquent et des paradoxes qu'elles sous-tendent (alliances à géométrie variable, soutien à des régimes

dont les politiques favorisent le développement des courants « jihadistes », participation à des interventions militaires qui renforcent ces courants, etc.). Il s'agit plutôt de souligner que la France a, en réalité, emboîté le pas aux Etats-Unis de George W. Bush dès septembre 2001 (guerre en Afghanistan, législation « antiterroriste ») et fait sienne, sans



L'indispensable combat contre l'islamophobie, nouveau visage du racisme anti-arabe... DR.

toutefois le dire, la rhétorique et la politique du « choc de civilisation ».

Voilà près de 14 ans que la France était en guerre sans l'assumer. Si les tueries de Charlie Hebdo et de la porte de Vincennes ont provoqué une telle sidération et un tel malaise, c'est aussi parce que nombreux sont ceux qui ont, en quelques heures ou en quelques jours, brutalement digéré ces 14 ans d'histoire récente : « Nous y sommes nous aussi, et il est finalement logique que nous ne soyons pas épargnés ». Après les Etats-Unis (11 septembre), l'Etat espagnol (attentats de Madrid en 2004), la

pour ne pas subir

PAR JULIEN SALINGUE

Grande-Bretagne (attentats de Londres en 2005), etc., c'est la France qui est rattrapée par son histoire, récente et actuelle, et qui est, par la force des choses, contrainte de se regarder dans un miroir et de se questionner : pourquoi « nous » ?

UNION NATIONALE ET UNION RÉPUBLICAINE

Divers communiqués, textes et articles ont pointé la tartufferie de « l'union nationale » et l'hypocrisie qui l'accompagne. D'autres ont souligné les dangers d'une telle « union » et l'instrumentalisation qui pouvait en être faite, qui en est déjà faite. C'est donc sur un autre point que je souhaiterais insister ici : celles et ceux qui ont répondu à l'appel à l'union ne l'ont pas

qui n'ont rien à voir avec du chauvinisme. Derrière l'union, il y a des postures et des discours divergents, voire contradictoires : pour certains (partis institutionnels, éditorialistes et intellectuels *mainstream*) les tueries sont le signe que « notre modèle » est attaqué et qu'il faut le défendre ; pour d'autres (de Plénel³ à Mélenchon⁴ en passant par ces enseignants et universitaires qui ont publié des tribunes⁵ et billets de blog⁶), les tueries sont le signe que « notre modèle » dysfonctionne et qu'il faut le questionner.

Je suis de ceux qui pensent qu'il n'existe pas de modèle républicain « à la française » qui pourrait réellement garantir liberté et égalité pour tous et nous prémunir de telles violences. Cela ne signifie pas pour autant dénigrer ou rejeter en bloc les aspirations « républicaines » des uns et des autres : non, les millions de personnes qui sont descendues dans les rues ne sont pas, ni objectivement ni subjectivement, de fieffés réactionnaires. Bien au contraire, elles posent souvent des questions pertinentes et légitimes, que l'on pourrait résumer comme suit : « Comment avons-nous pu engendrer de tels monstres ? ».

APPORTER DES RÉPONSES RADICALES

La situation actuelle, quand bien même elle favorise le pouvoir en place et les discours réactionnaires, n'est donc pas une situation dans

laquelle les anti-impérialistes et les antiracistes sont désarmés. Les millions qui ont été abasourdis, s'interrogent et refusent de se retrouver dans la rhétorique de la « défense » de « notre modèle » et de « nos valeurs » ne sont pas condamnés au silence, et des réponses radicales peuvent être apportées. Des réponses radicales tout d'abord au sens où l'entendait Marx lorsqu'il écrivait « [qu']être radical, c'est prendre les choses par la racine ». Des réponses radicales, également, dans la mesure où ce sont aujourd'hui des changements profonds, et donc la remise en cause d'un système

qui génère structurellement inégalités, exploitation et violence, qui sont nécessaires.

Les débats qui s'annoncent sur l'école, sur la prison, sur la laïcité, sur la législation antiterroriste, etc., ne poseront pas les véritables enjeux, à savoir les conditions matérielles (qu'elles soient économiques, sociales ou politiques) qui ont permis au discours réactionnaire et violent d'Al-Qaeda et de Daech d'être entendu par certains jeunes qui sont nés, ont grandi et ont été socialisés en France, et de les convaincre de passer à l'acte. Ce sont ces conditions matérielles (misère et relégation sociale, ghettoïsation, racisme structurel, oppression identitaire, stigmatisation et humiliation individuelle et collective, etc.) qu'il faut mettre en question, ainsi que tous les discours qui les accompagnent, les légitiment ou les instrumentalisent.

Cela signifie notamment combattre ce qui, dans le discours dominant, apparaîtrait pourtant comme une évidence : la religion n'est pas un *facteur* de la radicalisation des jeunes « jihadistes », mais un *vecteur* de leur radicalisation. Les études empiriques réalisées le confirment : « la colère contre l'injustice, la supériorité morale, la sensation d'avoir une identité et un but, la promesse de l'aventure, et la volonté de devenir un héros ont toutes été constatées dans les études de cas. La religion et l'idéologie servent de véhicules pour une mentalité « nous contre eux » et de justification à la violence contre ceux qui représentent « l'ennemi », mais elles ne sont pas le carburant de la radicalisation ».⁷

S'UNIR SANS CONTOURNER LES SUJETS QUI FÂCHENT

Il s'agit donc de saisir le réel dans sa complexité et son dynamisme, et de refuser tout raccourci simplificateur : les tueurs ne sont ni de simples « fous », ni de simples « victimes ». Ils sont des acteurs politiques à part entière qui se revendiquent d'une guerre et d'une vision du monde qui est tout autant celle de Daech que celle de nombre de nos gouvernants : civilisation contre civilisation, identité contre identité, violence contre violence. Dire cela, ce n'est pas



nécessairement fait par patriotisme ou chauvinisme exacerbé. Pour nombre d'entre eux, il s'agit en réalité d'affirmer un attachement à certains principes et certaines valeurs (liberté, égalité), qui devraient être garanties par le « modèle républicain ».

L'union nationale est en effet, à bien des égards, une union républicaine, avec laquelle elle ne se confond pas. Il ne s'agit pas nécessairement de défendre la France parce qu'elle est la France. Il s'agit souvent de défendre un certain modèle de société, au nom de valeurs et de principes émancipateurs,

tracer un trait d'égalité entre les deux « camps » : ce sont les politiques racistes, coloniales et guerrières des pays occidentaux qui sont la condition de possibilité du développement de l'adversaire « jihadiste », pas l'inverse. Saisir le réel dans sa complexité, c'est également comprendre, et affirmer, que les récentes tueries ne sont pas les pre-

d'un ressentiment violent contre un « modèle » qui n'est qu'une machine à stigmatiser et à fabriquer des inégalités. Il faut donc le dire haut et fort : chaque contrôle au faciès, chaque violence policière, chaque discrimination, chaque acte ou propos islamophobe, chaque expédition militaire au nom d'une supériorité civilisationnelle... accroît ce ressentiment et offre aux courants « jihadistes » de nouveaux candidats potentiels. Non, tous ceux qui éprouvent ce ressentiment ne passent pas à l'acte :

l'offensive en cours. Mais pour faire face à la tempête, il s'agit de garder le cap et de ne rien concéder sous la pression de l'émotion ou de la sidération. Toute réponse sécuritaire, stigmatisante ou aveugle aux réalités économiques, politiques et sociales de la France de 2015 est non seulement condamnée à échouer mais, qui plus est, un pas supplémentaire vers les tueries de demain. 14 ans de « guerre contre le terrorisme » n'ont apporté, aux quatre coins du monde, que davan-



Image de propagande de Daech. Notre camp est celui des combattants et combattantes kurdes qui résistent à ces « gangs d'assassins ». DR.

mières traductions de cette guerre sur le territoire français. La guerre a depuis longtemps commencé, contre les pauvres, contre les musulmans, contre les jeunes des quartiers populaires. Les facteurs de radicalisation des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly ne sont pas à chercher uniquement dans la politique étrangère de la France, mais aussi (et avant tout) dans sa politique intérieure. On pourra ainsi se pencher un instant sur « l'enfance misérable des frères Kouachi »⁸ ou remarquer, non sans intérêt, que le meilleur ami de Coulibaly a été tué par un gardien de la paix lors d'un braquage en 2000⁹, et que le même Coulibaly s'était singularisé, en 2010, en dénonçant les conditions de détention à Fleury-Mérogis¹⁰. En d'autres termes, on peut dire (sans l'excuser) que cet attentat est un attentat français et l'expression (horriblement déformée)

mais c'est parmi eux que se recrutent la plupart de ceux qui passent à l'acte. Ainsi, la nécessaire unité pour riposter à l'offensive raciste et sécuritaire ne doit pas se faire en sacrifiant deux éléments essentiels, quand bien même ils ne font pas consensus (c'est le moins que l'on puisse dire) : la lutte contre l'islamophobie sous toutes ses formes (en intégrant à cette bataille l'idée qu'un autre racisme, l'antisémitisme, n'est pas une « réponse » mais un poison tout aussi odieux) ; le combat implacable contre les expéditions guerrières françaises (en nous souvenant notamment des slogans dans les manifestations qui avaient suivi les attentats de Madrid : « Vos guerres, nos morts », « Les bombes de l'Iraq ont explosé à Madrid », etc.). Les antiracistes et les anti-impérialistes ne sont pas condamnés à subir

tage de guerres, d'oppression, de discriminations et de violences : il est temps de passer, radicalement, à autre chose. □

1 Ce texte a été publié d'abord, le 19 janvier, sur le blog de l'auteur, <http://resisteralairdutemps.blogspot.fr/>

2 <http://www.mediapart.fr/journal/international/170115/plongee-dans-les-lectures-des-djihadistes-des-attentats-de-paris>

3 <http://essonneinfo.fr/91-essonne-info/72304/edwy-plenel-tariq-ramadan-bretigny/>

4 <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/jean-luc-melenchon-sur-l-attentat-de-charlie-hebdo-il-faut-se-serrer-les-coudes-382850.html>

5 http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/15/notre-societe-a-produit-ce-qu-elle-rejette-aujourd-hui-commence-une-monstruosite-infame_4557235_3232.html

6 <http://www.chouyosworld.com/2015/01/14/mes-eleves-un-drame-et-des-mots/>

7 http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/jan/14/the-role-of-islam-in-radicalisation-is-grossly-overestimated?CMP=share_btn_fb

8 <http://reporterre.net/L-enfance-miserable-des-freres>

9 <http://www.leparisien.fr/seine-et-marne-77/attentats-coulibaly-blesse-par-un-policier-et-son-ami-tue-a-combs-il-y-a-15-ans-15-01-2015-4448933.php>

10 http://www.lemonde.fr/societe/article/2015/01/12/quand-amedy-coulibaly-denonce-les-conditions-de-detention-a-fleury-merogis_4554689_3224.html

Belgique : gouvernement impopulaire, remontée des luttes et impasse syndicale

PAR CÉLINE CAUDRON

Fin 2014, le front commun syndical a lancé en Belgique un plan d'action d'une ampleur inédite ces trente dernières années. Après une manifestation de plus de 120 000 personnes en novembre, le mouvement est parvenu à paralyser la Belgique tous les lundis du mois de décembre à travers des grèves tournantes provinciales puis une grève générale nationale. Retour sur ce mouvement d'ampleur.

Le plan d'action de 2014 a démontré l'impressionnante force de frappe du mouvement syndical dans un pays « du nord » de l'Europe. De quoi retrouver confiance à l'heure où la guerre de classes n'est pas (encore ?) à l'avantage des travailleurs et travailleuses en Europe. Mais, dès le lendemain de la grève nationale, les premiers signes d'un atterrissage forcé se manifestaient déjà.

L'objectif des directions syndicales¹ à l'initiative du mouvement était resté limité: obtenir de la part du gouvernement une marche arrière sur quatre points essentiels, pour ouvrir la concertation sociale à travers laquelle sont traditionnellement tempérés les rapports de classe depuis la 1945. Mi-janvier 2015, alors qu'ils avaient annoncé un probable nouveau plan d'action pour les prochaines semaines et que le gouvernement n'avait pas reculé d'un iota, les représentants syndicaux ont rencontré les patrons et le gouvernement pour évaluer les marges de concertation possibles et, sur cette base, la poursuite ou non du mouvement. La montagne n'a pourtant accouché que d'une souris.

L'ENJEU DE L'ÉPREUVE DE FORCE

Si le gouvernement fédéral précédent dirigé par Elio Di Rupo (PS) avait largement pavé le chemin depuis 2011, l'équipe³ du libéral Charles Michel (MR) installée en 2014 a sorti le bazooka pour finir le travail de sape des acquis sociaux. En octobre, l'accord gouvernemental annonçait une série de mesures aussi imbuables les unes que les autres pour diminuer les salaires, s'attaquer aux pensions, détruire les ser-

vices publics et les emplois qui vont avec, chasser encore plus énergiquement les étrangers, maintenir les centrales nucléaires ou encore renforcer les politiques sécuritaires.

Mais l'objectif était aussi, clairement, de raboter sérieusement les sphères de pouvoir et d'influence du mouvement syndical qui restent, en Belgique, particulièrement larges. Comme l'avait déjà fait le gouvernement Di Rupo, le gouvernement Michel a de nouveau contourné la concertation sociale en s'octroyant le droit de décider unilatéralement de la fixation des salaires ou des dispositifs de fin de carrière, mesures pourtant traditionnellement soumises à la décision collective de la tripartite patronat-gouvernement-syndicats. Comme l'avait déjà fait le gouvernement Di Rupo, le gouvernement Michel a continué à rogner les instruments qui permettent aux syndicats de compter sur 3,5 millions d'affiliés en excluant de plus en plus de travailleurs et travailleuses sans emploi du droit aux allocations de chômage. En Belgique, les caisses de chômage sont en grande partie gérées par les syndicats qui assurent le paiement de leurs affiliés, ce qui leur amène une proportion non négligeable d'adhérents.

Enfin, avec « Michel I^{er} », un pas supplémentaire est franchi. Il s'agit désormais de saper aussi les instances de négociation collective des conditions de travail, puisqu'il est question à terme de supprimer les barèmes et de les remplacer par une rémunération basée sur la productivité ou les compétences, ce qui, au passage, approfondira encore certainement l'écart salarial entre hommes et femmes.

Ainsi, parce qu'elle se met au diapason des attaques austéritaires des gouvernements du sud de l'Europe et parce qu'elle cherche à pousser les organisations syndicales hors-jeu pour encore mieux démanteler le système de sécurité sociale et déséquilibrer durablement le rapport de forces, l'offensive qui a lieu en Belgique depuis 2011 et qui s'intensifie aujourd'hui dépasse largement toutes celles que ce pays a connu ces 70 dernières années.

UN PLAN D'ACTION AMBITIEUX POUR UN OBJECTIF DÉCEVANT

Outre le fait – non négligeable – que le Parti socialiste est désormais dans l'opposition au gouvernement fédéral, et que la base syndicale réclamait depuis longtemps un plan d'action sérieux qui dépasse les inutiles actions symboliques comme les grèves de 24 heures ou les manifestations-promenades organisées sous le gouvernement précédent, la menace d'une perte radicale d'influence est sans doute ce qui a achevé de pousser les directions syndicales à passer à l'offensive avec ce plan d'action ambitieux.

Mais, dès le début, l'objectif principal était avant tout de pouvoir ouvrir la concertation sociale et, à cette fin, de faire reculer le gouvernement sur quatre points essentiels. Il s'agissait d'obtenir : 1) le maintien et le renforcement du pouvoir d'achat par la liberté de négocier et la suppression du saut d'index ; 2) une sécurité sociale fédérale forte ; 3) un investissement dans la relance et des emplois durables en ce



compris des services publics de qualité ; 4) une justice fiscale. Il n'a jamais été question dans l'esprit des directions syndicales d'oser la confrontation avec ce gouvernement de droite et encore moins d'en réclamer la démission.

Les quatre balises du front commun se concentrant sur les éléments les plus impopulaires du plan gouvernemental, le message a fait mouche auprès de la population qui, le 6 novembre, s'est massivement mobilisée à travers une manifestation nationale qui a rassemblé plus de 120 000 personnes. Malgré de la casse en fin de parcours, rapidement montée en épingle par les médias pour discréditer l'ensemble du mouvement, le succès de cette première action a été indéniable.

Déjà en partie mobilisés contre les mesures du gouvernement régional flamand, les manifestants sont venus en nombre du nord du pays, évaporant ainsi les craintes d'un déséquilibre régional à travers une mobilisation essentiellement francophone. En outre, le cortège rassemblait largement plus que les syndicalistes actifs, avec des jeunes, des professions libérales ainsi que la présence remarquable de Hart Boven Hard (« Le cœur, pas la rigueur »), un mouvement rassemblant le monde culturel, intellectuel et associatif contre les mesures d'austérité en Flandre. Le plan d'action était ainsi lancé par un coup d'envoi bien motivant.

Quelques semaines plus tard s'ouvrait le round des grèves régionales tournantes. Chaque lundi, du 24 novembre au 8 décembre, des provinces francophones et néerlandophones ont été à tour de rôle paralysées par une grève régionale interprofessionnelle qui, surtout à travers les perturbations du rail entièrement à l'arrêt, avaient aussi un impact important sur l'ensemble du pays. Zonings industriels, aéroports et sorties d'autoroute bloqués par des piquets, transports en commun complètement à l'arrêt, écoles et administrations publiques fermées ou fortement au ralenti, peu de candidats au travail, très peu de monde sur les routes...

Les piquets étaient nombreux, en front commun et souvent assez bien garnis avec des syndicalistes chevronnés mais aussi – même si plus rarement – de simples affiliés. Chaque semaine, le

mouvement a été suivi avec toujours plus de force, d'enthousiasme et de détermination, jusqu'au point culminant de la grève générale nationale du 15 décembre. Malgré quelques confrontations avec des non-grévistes qui voulaient forcer les blocages et malgré un acharnement médiatique impressionnant pour décrédibiliser le mouvement, l'opinion publique est restée assez favorable à ce plan d'action qui rencontrait les préoccupations d'une large partie de la population.

A certains endroits, des initiatives intéressantes ont été prises. Par exemple, à Charleroi, un quartier général de grève

leurs précaires ou sans emploi, sans contact avec des délégations syndicales, avaient du mal à être informés des rendez-vous et des actions prévues. Sur les piquets, la détermination était claire et nette : pas question de plier après le 15 décembre. Mais les interrogations sur la suite des actions restaient nombreuses. Sans espaces de discussions sur les perspectives tactiques et stratégiques du mouvement, la plupart des grévistes disaient attendre les consignes des directions syndicales... et c'est évidemment là que le bât a blessé.

Dans la manifestation du 6 novembre 2014 à Bruxelles. DR.



a été mis en place en front commun pour les deux journées de grève, une fois à la CSC et l'autre à la FGTB, fait sans précédent dans cette ville où les rivalités entre les deux principaux syndicats sont historiques. A Anvers, le secteur Administrations publiques de la FGTB a mis en place un comité d'action, où les militants, les membres de l'exécutif et les secrétaires se sont réunis pour préparer les actions de grève. A l'initiative de Hart Boven Hard et de Tout autre chose (équivalent francophone du premier, lancé quelques semaines plus tard), des tours des piquets à vélo ont été organisés dans plusieurs villes.

Cependant, de manière générale, l'organisation de la grève s'est faite de manière largement décentralisée et assez aléatoire. Les grévistes sont en grande majorité restés chez eux et les travail-

ET PUIS...?

Tandis que le gouvernement, qui s'est généralement abstenu de commentaires sur le plan d'action, confirmait dès le lendemain de la grève nationale que les mesures d'austérités seraient maintenues, les directions syndicales se sont précipitées autour de la table avec les patrons, déclarant ouvrir une trêve pour laisser une chance à la concertation, avant de décider mi-janvier d'une suite éventuelle des actions. Ensemble, ils ont conclu un « mini-accord », entériné par le gouvernement, portant sur la concrétisation d'une série de mesures décidées sous la législature précédente.

Il n'en fallait pas plus pour que le Premier ministre se vante d'avoir déposé la paix sociale sous le sapin... ce qui n'a d'ailleurs pas été démenti pendant la période des fêtes de fin d'année,

puisque personne n'a débordé les consignes syndicales, pas même dans les secteurs les plus combatifs qui avaient pourtant déposé un préavis pour couvrir les actions éventuelles.

En s'accrochant à la demande d'une « vraie concertation » et sans ouvrir de nouvelles perspectives d'actions au moins aussi ambitieuses que celles de novembre-décembre, les directions syndicales risquent de dilapider la combativité engrangée par des centaines de milliers de militants. La démoralisation sera à la mesure des espoirs soulevés.

Pourtant, il est évident que ce gouvernement de droite dure n'a rien à concéder. Les partis de la majorité, NVA en tête, ont besoin de (se) prouver qu'ils sont capables de faire très mal au monde du travail en bousculant l'opposition des syndicats. Contrairement à ce que veulent (laisser) croire les directions syndicales, il n'y a donc quasiment pas de marges de manœuvre dans le contexte actuel. La droite peut éventuellement faire miroiter quelques mesures marginales, comme l'introduction d'un impôt sur les plus-values (compensé par une nouvelle réduction des cotisations patronales à la Sécu !), mais elle ne peut pas reculer sur l'essentiel des mesures incluses dans la déclaration gouvernementale.

FAIRE TOMBER LE GOUVERNEMENT EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE

Puisque le « modèle belge de concertation » est mort, le syndicalisme, à tous les niveaux des organisations, a besoin d'une stratégie alternative. Une stratégie d'unité dans la lutte jusqu'au retrait des principales mesures d'austérité du gouvernement. Une stratégie pour gagner, pas pour « se concerter ». Les quatre demandes du front commun ne peuvent pas être satisfaites autrement qu'en faisant tomber cette coalition. Ne pas le faire, c'est se condamner en tant que syndicats à perdre (ce qui reste de) la capacité de peser sur les choix politiques. Dans ce cas-là, d'autres mesures suivront : contre les conquêtes sociales, bien sûr, mais aussi contre les organisations syndicales elles-mêmes.

Et gagner est possible. Le plan d'action a largement démontré la force du mouvement syndical. Et, en même temps, le gouvernement a quelques sérieux points faibles politiques à titiller, tels

que la dépendance électorale du Cd&V par rapport à la base du syndicat chrétien, le MR comme seul parti francophone, les provocations de la NVA ...

Une chute du gouvernement ne résoudrait évidemment pas tout mais elle permettrait d'éviter dans l'immédiat l'application toutes ses mesures imbuables et, surtout, cette victoire consoliderait l'unité des travailleurs et travailleuses, du Nord et du Sud. Elle améliorerait donc leur rapport de forces dans le combat contre le démantèlement de la Sécu, et dissiperait les nuages de fumée « confédéralistes » que De Wever – le président de la NVA – répand à gros jet autour de cet enjeu.

UNE ALTERNATIVE POLITIQUE À CONSTRUIRE

Faire tomber le gouvernement Michel, mais pour mettre quoi à la place? Les autres partis dans l'opposition au fédéral qui étaient au pouvoir dans la législature précédente et/ou qui le sont toujours dans les régions, comme les socialistes et les verts, appliquent eux aussi les politiques austéritaires, même s'ils le font différemment. Lors de la campagne électorale de mai dernier, une dynamique intéressante s'était ouverte pour travailler à la construction d'une alternative anticapitaliste – du moins du côté francophone – à travers les listes PTB-GO! (Gauche d'Ouverture)⁴ qui ont permis l'élection de huit députés de gauche au parlement fédéral, à Bruxelles et en Wallonie. C'était en tout cas le souhait des syndicalistes de gauche ralliés à l'appel que la FGTV de Charleroi avait lancé le 1er mai 2012⁵.

Malheureusement, dès le lendemain des élections, et malgré un bilan positif de la campagne, le PTB a décidé unilatéralement d'enterrer la dynamique du PTB-GO! sans lequel il n'aurait pourtant pas gagné autant d'élus. L'argument principal est que l'étiquette PTB-GO! serait trop radicale pour permettre de rassembler largement la gauche – y compris jusqu'aux militants les moins droitiers du PS et des Verts – dans la résistance aux mesures austéritaires. Il faudrait éviter les divisions, y compris dans les rangs syndicaux, ce qui justifie pour le PTB son appui de fait à la ligne majoritaire des directions syndicales qui mène pourtant droit dans le mur

Il faudrait aussi travailler à un nouvel outil rassembleur, prenant par

exemple appui sur Hart Boven Hard et Tout autre chose. Or ces deux initiatives, pour importantes qu'elles soient, se limitent à fédérer les résistances sociales. Elles n'ont pas pour vocation de construire une alternative politique et encore moins anticapitaliste. En entretenant la confusion, le PTB, fort de ses huit élus, se pose de fait comme l'incarnation à lui seul du relais politique des mouvements sociaux et syndicaux, refermant ainsi – pour l'instant – le débat tactique et stratégique sur l'émergence d'une nouvelle gauche anticapitaliste en Belgique.

DU POTENTIEL

Avec ses 3,5 millions d'affiliés, le mouvement syndical a démontré qu'il a la force nécessaire pour gagner face à ce gouvernement... à condition de renoncer à l'illusion d'une « issue concertée » que tentent d'imposer – pour l'instant avec succès – les directions syndicales qui refusent de perdre leur influence. Mais le mouvement syndical a la possibilité d'aller encore plus loin. Il aurait la force nécessaire pour élaborer et d'imposer une politique qui réponde à l'urgence sociale et écologique. Un programme répondant aux aspirations des affiliés, discuté dans des milliers de réunions de base, aurait infiniment plus de légitimité démocratique que le programme que les partis de cette coalition ont rédigé en secret, avec des mesures qui ne figuraient même pas à leur programme électoral. Il y a là un potentiel explosif qui permet de garder espoir pour inverser la vapeur. □

1 La CSC (syndicat chrétien majoritaire au niveau national et en Flandre avec 1,7 millions d'affiliés), la FGTV (syndicat socialiste majoritaire en Wallonie avec 1,5 millions d'affiliés) et la CGSLB (syndicat libéral avec 275 000 affiliés) sont les trois syndicats représentatifs qui prennent part à la concertation sociale en Belgique.

2 Coalition de six partis francophones et néerlandophones (socialistes PS et SP.A, libéraux MR et Open VLD et sociaux-chrétiens CDH et C&E&V)

3 Le gouvernement issu des élections fédérales du 25 mai 2014 est composé du parti libéral francophone (le MR) et de trois partis néerlandophones : les sociaux chrétiens (C&E&V), les libéraux (Open VLD) et les nationalistes (NVA).

4 Listes de rassemblement autour du PTB (organisation d'origine maoïste, la plus importante dans le paysage de la gauche radicale belge) avec le Parti communiste et la Ligue communiste révolutionnaire, soutenues par une série de personnalités gauche et de secteurs syndicaux.

5 Issu d'une structure régionale représentant quelques 100 000 affiliés, cet appel à rassembler à gauche du PS et d'Ecolo, pour traduire politiquement les revendications anticapitalistes portées par le mouvement syndical, a résonné comme un coup de tonnerre au sein du syndicat qui reste encore largement inféodé au PS. Les listes PTB-GO! étaient perçues par ces militants syndicaux comme la première étape de concrétisation de cet appel qui a rallié d'autres secteurs syndicaux dont la Centrale des employés de la CSC de Charleroi, et qui suscite toujours aujourd'hui des débats importants.

Une nouvelle page s'écrit au Burkina Faso

PAR PAUL MARTIAL

Curieuse ironie du sort, en 1984 Blaise Compaoré mettait fin à l'expérience révolutionnaire de Sankara, un tournant pour le Burkina Faso mais aussi pour l'Afrique. 27 ans plus tard, en tentant comme ses pairs de s'accrocher au pouvoir, il a déclenché une immense mobilisation qui n'a pas seulement mis à bas son régime, mais ouvert une nouvelle perspective pour le Continent.

C'est en 1995 que le journaliste d'investigation Norbert Zongo a mis en évidence les responsabilités de François Compaoré, frère du président, dans le meurtre de son chauffeur. Le journaliste fut exécuté et sa mort maquillée grossièrement en accident. Cet assassinat mit des dizaines de milliers de personnes dans la rue et la mobilisation, si elle ébranla son régime, prouva aussi que Compaoré, après son coup d'état sanglant contre Thomas Sankara, n'hésiterait pas à continuer à faire couler le sang de son peuple pour défendre son clan et son pouvoir.

Mais parallèlement, des luttes de grande ampleur n'ont jamais cessé de se produire, souvent menées par les organisations de la société civile, notamment les syndicats qui, à plusieurs reprises, ont organisé des manifestations contre la vie chère à l'époque où le Continent était en proie aux émeutes de la faim en 2008.

Mais il est certain que 2011 fut un message des plus clairs sur la fin de l'ère Compaoré. En effet, on assistait à cette époque à une rébellion de l'ensemble de la société. Au départ, un lycéen de Koudougou était arrêté et tabassé à mort dans une gendarmerie. Les jeunes descendirent dans la rue et furent victimes d'une répression violente qui, loin de décourager la population, la renforça dans sa volonté d'exprimer son indignation. Quelques semaines plus tard, c'est le régiment de sécurité présidentielle, l'épine dorsale du régime, qui se mutinait. La gravité de la situation était telle que Compaoré dut s'enfuir de Ouagadougou, la capitale, vers la ville de Pô et ne revint que lorsque la situation se fut calmée.

Les observateurs ont vu dans cette mobilisation le début de la déchéance d'un régime à bout de souffle.

COMPAORÉ, LE FAUX NEZ DE LA FRANCE

Pourquoi, dans une telle situation, Compaoré s'est-il obstiné à rester au pouvoir ? Le rédacteur de Jeune Afrique, qui l'a rencontré dans son exil ivoirien se risque à une explication : « Compaoré n'avait guère

de choix : annoncer de manière prématurée qu'il s'arrêterait fin 2015 comme la Constitution le prévoyait aurait fait de lui «un ATT [Amadou Toumani Touré] bis». Personne ne l'aurait plus suivi et le risque d'un coup des militaires, qui se seraient peut-être sentis privés de sa protection après son départ, aurait été permanent. »¹

Sankara dans les années 1980, Blaise Compaoré rencontra lors d'un voyage en Côte d'Ivoire sa femme Chantal Terrasson, très proche de Houphouët-Boigny, le chef d'orchestre africain de la Françafrique. Beaucoup d'ailleurs pensèrent que cette idylle, qui déboucha quelques mois après sur un mariage, n'était pas fortuite. Toujours est-il



« Blaise, dégage. Compaoré, cancer du Burkina. » DR.

Une autre hypothèse, plus prosaïque, est que Compaoré, encouragé par son entourage a cru que le passage en force lui réussirait de nouveau. En effet, sa trajectoire est ponctuée non seulement de coups de force, mais aussi de reniements et de trahisons. Plus proche compagnon de Thomas

Compaoré prit de plus en plus ses distances avec Sankara, jusqu'à le renverser par un coup d'Etat et se mettre au service de l'occident, en premier lieu de la France. Arrivé au pouvoir, il fut rapidement mêlé à toute sortes d'affaires. La plus sordide est, sans conteste, son soutien à Charles Taylor

qui, à la tête de milices d'enfant soldats, mit à sac deux pays, le Liberia et la Sierra-Leone, qui paient encore les conséquences de ces conflits notamment avec l'épidémie de la fièvre Ebola. Charles Taylor, pour financer ses guerres qui lui ont valu d'être condamné pour crime contre l'Humanité, exploitait les mines de diamants. Compaoré s'est inséré dans ce trafic et servit d'intermédiaire pour le financement de l'UNITA, une milice angolaise soutenue par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

Peu à peu il a enfilé un costume plus présentable, celui de médiateur, mais toujours en service commandé pour la France. Au Togo, il parvint à maintenir au pouvoir le fils du dictateur Eyadema, en Mauritanie il obtint les « accords du Sénégal » qui entérinaient le coup d'Etat contre le premier président démocratiquement élu de

après les accords de Ouagadougou, la prise de pouvoir de Ouattara lequel, en retour d'ascenseur, lui offrit l'exil.

Idem pour la crise au Mali, où Compaoré soutint le MNLA, tout en jouant les médiateurs entre l'Etat malien et les mouvements armés, même s'il s'est fait ravir ce rôle plus tard par la diplomatie algérienne. A chaque crise, par l'entremise de Compaoré, la France pouvait intervenir dans les crises africaines en imposant ses solutions.

Voilà donc un homme qui se paraît des habits de faiseur de paix même si certains lui ont contesté ce rôle, comme Louise Harbour, présidente du très influent think-tank anglophone International Crisis Group, qui déclarait à l'International Herald Tribune : « *M. Compaoré, qui a été militaire, meneur d'un coup d'Etat et parrain politique de Charles Taylor [ex-chef rebelle et ancien président du Liberia, actuellement jugé pour crimes contre l'humanité, NdLR], n'est pas l'homme le plus fiable pour prêcher la démocratie et [favoriser] le pouvoir civil* »

TROIS JOURS QUI ÉBRANLÈRENT LE BURKINA

L'isolement de Compaoré s'est amplifié à tel point qu'en 2013, une crise profonde ébranla le parti gouvernemental, Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), quand de nombreux cadres ayant accompagné Compaoré depuis sa prise de pouvoir le lâchèrent pour former une nouvelle organisation, alors qu'il s'échinait à changer la Constitution. Le pouvoir en place suite à cette hémorragie n'avait plus d'autre choix que de payer des gens pour qu'ils assistent aux meetings – et encore, les témoignages indiquent que si les jeunes empochaient bien l'argent, ils désertaient les meetings organisés par le parti au pouvoir.

La presse s'était fait l'écho de la pression de la diplomatie française pour lui trouver une porte de sortie honorable. Le poste de président de la francophonie fut évoqué, mais refusé tout net par l'intéressé.² Une lettre signée de Hollande l'enjoignit de ne pas changer la Constitution mais rien n'y fit, d'autant qu'en face le clan qui entourait Compaoré faisait pression, soucieux de préserver sa rente financière. En effet, cette clique avait fait main basse sur l'essentiel de l'activité économique du pays, à l'image d'Alizéta Ouédraogo, « la belle-mère nationale » qui a construit sa fortune dans les cuirs (grâce à une loi lui accordant le monopole de la vente dans le pays !) et étendu son emprise économique sur l'immobilier et les infrastructures.

Deux possibilités s'offraient pour la modi-

fication de la Constitution : le référendum ou le changement par l'Assemblée nationale à une majorité des trois cinquièmes. C'est vers cette voie que s'orienta Compaoré, l'idée étant d'additionner les voix des députés de son parti et celles de l'AFD/RDA (un parti qui se définit comme libéral). C'est pour empêcher cela que les manifestants envahirent l'hémicycle afin d'éviter tout vote.

Deux jours plus tôt, l'opposition et la société civile avaient convoqué une manifestation contre la réforme constitutionnelle. On parla d'un million de personnes dans les rues. Si cela peut paraître exagéré, cette manifestation est certainement la plus importante que le pays ait jamais connue. Le lendemain, à l'occasion d'une grève générale prévue de longue date contre la vie chère, les populations s'emparèrent de cette échéance et les heurts se firent violents. La dynamique était telle que le retrait du changement de Constitution n'était plus la revendication principale. Désormais, les manifestants n'exigeaient qu'une chose : le départ de Blaise Compaoré.

L'ABSENCE D'ALTERNATIVE POLITIQUE

Les dirigeants des partis politiques, tous sans exception, ne s'étaient pas préparés à l'éventualité de la démission de Compaoré, ce qui explique l'imbroglio qui s'en est suivi et la prise du pouvoir par les militaires. Cette situation illustre la faiblesse de l'opposition politique. Les deux principaux partis de l'opposition viennent du sérail de l'ancien régime. Le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) de Kaboré rassemble des cadres du CDP, créé depuis seulement un an. Ses dirigeants ont toujours eu une pratique politique aux antipodes de la démocratie et de la probité. Ils ont entériné tous les coups tordus du pouvoir et, même si la rédemption est toujours possible, ils ne peuvent être une vraie alternative.

L'Union pour le progrès et le changement (UPC) est dirigée par Zéphirin Diabré qui fut le monsieur Afrique de la multinationale française AREVA. Quand on sait l'importance stratégique pour la France du nucléaire, on comprend que Diabré n'est pas prêt à mettre en danger une quelconque parcelle de l'ordre international et du pouvoir de la France sur son pré-carré africain. Revendiquant une économie libérale, sa politique ne peut qu'aggraver la situation sociale du Burkina, en proie comme les autres pays dominés aux



ce pays.

Mais surtout, Blaise Compaoré réussit le tour de force d'être juge et partie prenante dans les conflits. Ce fut le cas pour la Côte d'Ivoire, en soutenant la rébellion armée de Ouattara tout en proposant un accord de paix à Laurent Gbagbo, ce qui permit,

conséquences des Accords de partenariat économique (APE) nouvellement signés. Véritable quintessence du libéralisme, ces APE permettront aux multinationales d'écouler leurs produits en détruisant le tissu économique des pays pauvres. Le Burkina Faso a déjà fait l'amère expérience de Monsanto pour l'exploitation du coton génétiquement modifié, qui a eu un effet néfaste pour les paysans, sans parler des risques environnementaux.

Du côté des forces progressistes on retrouve les sankaristes. Longtemps divisés, ils se sont partiellement réunifiés au sein de l'UNIR PS. Cette formation a édulcoré son discours politique et s'est concentrée essentiellement sur les élections. À côté, le Parti communiste révolutionnaire voltaïque reste dans une clandestinité totale. Si ses militants sont influents dans le syndicat CGT-B ou dans le Mouvement burkinabè des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP), cette organisation – de par sa pratique militante – s'interdit de pouvoir construire un parti de masse capable d'influencer le cours des choses. De plus, la sous-estimation de la combativité des masses du Burkina l'a empêché d'avancer une alternative politique au moment de l'insurrection.

Cette situation explique en partie l'émergence d'organisations de la société civile militante, comme le « Balai citoyen » fondé par deux chanteurs, l'un de rap et l'autre de reggae. Cette association a rencontré un grand succès parmi la jeunesse du Burkina et s'est engagée dans des combats sociaux, sur les questions des coupures d'énergie et d'accès aux soins. Elle a joué un rôle central dans la mobilisation et a été la première à exiger le départ de Compaoré.

Les premières mesures prises par le gouvernement de transition vont dans le bon sens, notamment au niveau de la justice avec la réouverture d'enquêtes sur l'assassinat de Thomas Sankara et de Norbert Zongo, la volonté de demander l'extradition de Compaoré, la mise à l'écart des piliers du régime, mais aussi l'audit sur les contrats miniers. Il est difficile de faire la part entre la volonté de tourner la page des militaires, qui ont gardé la main sur le pouvoir en occupant les principaux postes régaliens (en premier lieu la primature – premier ministre – mais aussi les ministères de la défense, de l'intérieur et des mines) et la pression de la rue qui reste extrêmement mobilisée.

ONDE DE CHOC AU NIVEAU DU CONTINENT

Toujours est-il que l'expérience burkinabè et les premiers pas de la transition encouragent la lutte des populations et oppositions dans les autres pays africains confrontés au même problème de dictateurs qui se maintiennent au pouvoir.

Le débat dépasse largement le cadre des changements de Constitution et se focalisent sur la vraie question : ne plus subir les diktats d'un pouvoir illégitime qui prend des allures dynastiques. C'est le cas au Togo où depuis 1963 les populations n'ont connu au pouvoir que la famille Gnassingbé : Eyadema d'abord, celui-là même qui assassina le père de l'indépendance du pays, Silvanus Olympio, coupable de velléités d'indépendance vis-à-vis de la France ; puis son fils Faure, arrivé au pouvoir par les massacres et la peur. Mais de nouveau les manifestations et meeting reprennent, les dirigeants de l'opposition mettant en avant l'expérience du Burkina. Un groupe d'extrême gauche a tenté de mettre en place un Balai citoyen togolais.

Aux Congo Brazzaville et Congo Kinsha-

sa, les mobilisations commencent à apparaître et à prendre de l'ampleur contre les révisions constitutionnelles. Au Tchad, l'émergence d'une organisation qui rassemble une grande partie de la société civile, appelée « Trop c'est trop », a lancé des mobilisations contre la pénurie de carburant pour les populations, fruit de spéculations des proches d'Idriss Déby.

Mais le cas le plus symptomatique est peut-être celui du Gabon, fief de la FrancAfrique. Après la mort d'Omar Bongo son fils a pris le pouvoir grâce à une inversion des résultats électoraux. Depuis, une très grande partie de la population le considère illégitime. Ce qui est nouveau, c'est la volonté de l'opposition de se regrouper. Ainsi le Front de l'opposition pour l'alternance envisage désormais comme seule voie possible celle d'une révolution, après avoir écarté celles des élections et d'une Convention nationale souveraine avec le pouvoir en place.³

L'opposition gabonaise ne nous avait guère habitués à une telle radicalité et les récentes mobilisations, qui sont réprimées féroce-ment par le pouvoir, montrent que ce ne sont pas des mots en l'air.

La révolution au Burkina n'a pas seulement renversé un régime, elle montre que la seule voie pour en finir avec les dictatures reste les mobilisations et l'organisation des populations, tout en levant un sentiment dangereux pour les dictateurs : l'espoir. □

¹ <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2809p029.xml0/blaise-compaore-armee-burkinabe-isaac-zida-crise-burkina-faso-2014-burkina-faso-burkina-faso-blaise-compaore-sa-version-des-faits.html>

² <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2792p024.xml0/blaise-compaore-opposition-burkinab-pr-sidentielle-burkina-faso-2015burkina-blaise-compaore-il-faudra-bien-partir-un-jour.html>

³ <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/gabon/article/extraits-du-congres-de-paris-pour>

Oser lutter, savoir vaincre !

En 1984 Thomas Sankara, alors jeune capitaine, prit le pouvoir et tenta une des expériences sociales les plus avancées en Afrique. En Haute Volta, pays sahélien enclavé de 17 millions d'habitants qui sera rebaptisé Burkina Faso, Burkina pour intégrité en Mooré et Faso pour pays en Dioula, le Che africain mit en place des structures de pouvoir populaire (« Nous préférons un pas avec le peuple, à dix pas sans le peuple »), entreprit de défendre la souveraineté alimentaire (« Vivons africains, consommons ce que nous produi-

sons et produisons ce que nous voulons consommer »), combattre la dette (« La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, les bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également »), réduire le pouvoir des chefs traditionnels et promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes (« Un homme, si opprimé soit-il, trouve un être à opprimer : sa femme »). Une tentative de socialisme vivant, loin des caricatures de dictature en mal d'idéologie

soutenues par la Chine ou les Soviétiques (« Nous ne pouvons laisser à nos seuls ennemis d'hier et d'aujourd'hui le monopole de la pensée, de l'imagination et de la créativité »).

Sankara fut assassiné en octobre 1987, lors du coup d'état de Compaoré soutenu par les caciques de la FrancAfrique. Si l'ordre néocolonial était restauré, l'espoir d'une autre Afrique se répandait : tuez Sankara, des milliers de Sankara naîtront ! □

Syriza et le nouveau gouvernement face à leurs contradictions

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

La victoire électorale du 25 janvier 2015 soulève de grands espoirs, mais les obstacles sont redoutables et les contradictions patentes. Notre solidarité avec les travailleurs et le peuple grecs est totale. Elle n'inclut pas un soutien à la politique de la direction de Syriza ou à son gouvernement de coalition avec les Grecs Indépendants.

C'est à l'exposition internationale de Thessalonique, en septembre dernier, qu'Alexis Tsipras avait présenté son programme de gouvernement, combinant mesures d'urgence sociale et plan de relance keynésien. Au lendemain de l'élection du 25 janvier, il a confirmé la mise en application d'une série de ces engagements. Notamment le relèvement du salaire minimum à son niveau d'avant les mémorandums d'austérité, soit 751 euros mensuels (contre 510, 586 ou 644 euros selon l'âge et le statut marital) ; le rétablissement d'un treizième mois pour les retraites inférieures à 700 euros mensuels ; l'abolition d'une taxe immobilière spécialement injuste ; la réintégration de 2000 fonctionnaires licenciés, dont les femmes de ménage de l'administration des finances qui ont mené depuis un an et demi une lutte emblématique... A quoi s'ajoute l'annonce de l'arrêt de la privatisation du port du Pirée et de la compagnie nationale d'électricité.

LA CONTRAINTE DE LA DETTE

Toutes ces mesures, par-delà une portée qui reste malgré tout limitée face à l'ampleur de la « crise humanitaire » (selon le terme employé par les dirigeants de Syriza eux-mêmes), sont bien éminemment positives. Le grand problème est que leur financement, donc leur effectivité et a fortiori leur pérennité, ne sont nullement assurés.

Ils ne le sont pas car les caisses de l'Etat sont vides (celui-ci ne dispose aujourd'hui que de moins de 2 milliards de liquidités), et que tout dépend en conséquence du bon vouloir de l'Union européenne et de la troïka. La direction de Syriza a en effet écarté par avance toute décision « unilatérale » d'annulation même partielle de la dette, ou de moratoire sur le paiement des intérêts qui plombent le budget national. Elle

s'en remet au résultat des « négociations » qui ont commencé avec les créanciers.

La dette de l'Etat grec se monte aujourd'hui à 321 milliards d'euros. Elle représente 175 % du PIB, contre 125 % en 2010, avant le début des mémorandums. Depuis cette date, le PIB s'est contracté de 25 %, avec à la clé un appauvrissement général de la population et le développement de situations de misère insoutenables.

Depuis sa restructuration intervenue en 2012, cette dette est détenue pour l'essentiel par des institutions européennes et internationales : 142 milliards pour le Fonds européen de stabilité financière, 53 milliards pour les Etats de la zone euro, 27 milliards pour la Banque centrale européenne, 32 milliards pour le Fonds monétaire international.

Le nouveau gouvernement a évalué le financement de ses mesures d'urgence à 12 milliards d'euros annuels. Il a annoncé qu'il comptait pour cela sur des ressources issues de la lutte contre l'évasion fiscale et la contrebande, ainsi que sur une réaffectation des fonds provenant de l'Union européenne. Le premier volet ne pouvant se concrétiser au mieux que dans un délai d'un ou deux ans, tout dépend en réalité d'un accord (et des conditions d'un accord) avec l'UE et la troïka.

DEUX SCÉNARIOS

L'idée – certes illusoire, et qui avait essentiellement des fins de propagande – d'une conférence internationale sur la dette ayant été vite abandonnée, le nouveau gouvernement a demandé à ses créanciers de disposer d'un délai jusqu'à la fin mai afin de présenter ses propositions.

Angela Merkel, relayée par le président de la Commission européenne, Juncker, répète qu'aucune réduction de la dette

n'est envisageable et que les engagements pris doivent être tenus. D'autres en Europe (comme le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer) ont en revanche affirmé que cette dette devrait faire l'objet d'une renégociation ; ils ont reçu le renfort de poids de... Barack Obama.

Se dessinent ainsi deux scénarios possibles. Dans le premier cas, sauf une (a priori improbable) capitulation en rase campagne du gouvernement Tsipras, celui-ci pourrait se trouver contraint au « Grexit », la sortie de la Grèce de l'euro. Cette hypothèse inquiète les représentants les plus lucides de la finance mondialisée, comme la revue *The Economist* qui alertait fin janvier sur les conséquences imprévisibles de « l'intransigeance allemande ». Dans le second cas, on aboutirait à un accord qui verrait la Grèce obtenir quelques marges de manœuvre limitées, sinon sur le montant de sa dette, du moins sur les délais et modalités de remboursement (qui pourraient être « indexés sur la croissance ») ainsi que sur les taux d'intérêt. Les négociations se mènent dans le secret des hautes sphères. La participation des travailleurs et du peuple grecs n'y est ni requise, ni désirée. Durant la campagne électorale, Tsipras et son équipe avaient diffusé le message apaisant selon lequel une exclusion de la Grèce de l'euro était totalement impossible, l'Allemagne et l'UE seraient nécessairement contraintes d'accepter un accord respectant la volonté démocratique de son peuple.

Il ne s'agit pas seulement de l'attitude typique de dirigeants réformistes qui craignent par-dessus tout l'intervention directe et incontrôlée des masses. Plus profondément, il s'agit d'un choix politique : celui de défendre jusqu'au





bout le cadre de l'Union européenne et de l'euro, auxquels la direction de Syriza s'affirme indéfectiblement attachée, et de ne rien faire non plus qui entre en contradiction avec un système capitaliste qu'il faut juste rationaliser et rendre plus « humain ». Le vice-premier ministre et numéro deux du gouvernement, Ioannis Dragasakis, assure ainsi que son action vise à « renforcer les banques, améliorer leur position et plus généralement développer notre économie ». C'est la raison pour laquelle, même en Allemagne, des voix commencent à s'élever pour dire que finalement, sous certaines conditions, Syriza pourrait être « une chance pour la Grèce ». « Si les Grecs, avec Tsipras, balaient la corruption, ne créent plus d'emplois de complaisance dans l'administration et imposent réellement les plus riches, alors les Allemands, avec Merkel, doivent faire des concessions sur les taux d'intérêts, le rééchelonnement de la dette et les investissements. C'est dans l'intérêt de tous » pouvait-on lire le 27 janvier dans la *Süddeutsche Zeitung*, parmi d'autres opinions similaires.

LE SENS DE LA COALITION

Dès lors, on comprend mieux l'alliance formée avec le parti de droite souverainiste des Grecs Indépendants (ANEL selon son acronyme) dont le chef, Panos Kamménos, est devenu le nouveau ministre de la Défense. Comme le signale l'organisation DEA (la tendance d'extrême gauche au sein de Syriza) dans sa déclaration du 28 janvier, cette « décision de la direction de Syriza (...) n'était pas une nécessité au regard du résultat des élections, puisqu'il y avait la possibilité qu'un gouvernement de Syriza gouverne par lui-même en demandant au parlement "un vote de tolérance" ». « L'accord de coalition avec ANEL met en danger le projet politique d'un gouvernement de gauche », ajoute le même texte.

Ce n'est pourtant pas une totale surprise. Les contacts entre Tsipras et Kamménos, qui remontent à 2012, avaient débouché, le 22 mars 2013, sur l'annonce (alors non suivie d'effet) de la formation d'un « front social et politique commun pour aider Chypre ». Par-delà les différences qui sont évidentes, ils ont en commun un fond de nationalisme, à tonalité anti-allemande, anti-turque,

anti-République de Macédoine, ainsi que pro-russe (et en l'occurrence pro-Poutine), comme l'ont montré les premiers pas de la nouvelle diplomatie grecque vis-à-vis de la crise ukrainienne.¹

Pendant sa campagne électorale, Alexis Tsipras avait insisté à de multiples reprises sur le fait que son but était un



Panos Kamménos et Alexis Tsipras DR.

gouvernement non de gauche ou des gauches, mais de « salut national ». « L'objectif de Syriza n'est pas de prendre une revanche historique de la Gauche, mais de former un gouvernement pour tous les Grecs », déclarait-il ainsi dans son meeting du 21 janvier 2015 à Patras. Position réitérée lors du premier conseil des ministres du nouveau gouvernement, où il s'affirmait prêt à « verser son sang » pour restaurer « la dignité des Grecs ».

Dans la même veine, le nouveau ministre (« rock and roll ») des finances, Yanis Varoufakis, déclarait à l'occasion de sa prise de fonctions que « si aucun accord n'est trouvé avec la troïka (...) la mort est préférable », en citant comme exemple le choix du dictateur Metaxás qui, en 1940, avait refusé de se soumettre au diktat de Mussolini alors même que la Grèce se trouvait en situation de grande infériorité militaire face aux forces de l'Axe.

Mais les tendances à l'union nationale pourraient aller encore plus loin. Le nom proposé par Alexis Tsipras pour occuper le poste – à pourvoir rapidement – de président de la République est celui de l'actuel commissaire européen (à l'immigration), Dimitris Avramopoulos, qui appartient la Nouvelle Démocratie. Antonis Samaras, l'ex-pre-

mier ministre et actuel dirigeant de ce parti, a affirmé qu'il soutiendrait cette candidature si elle était présentée par Syriza

LA NÉCESSITÉ DE L'INDÉPENDANCE

Sans même parler à ce stade de socialisme, il n'y aura pas de satisfaction des revendications ouvrières et populaires

sans des mesures radicales contre la dette, donc sans une confrontation avec l'UE et la troïka. Ce qui, à son tour, poserait la question d'une prise de contrôle public des banques et des principales entreprises du pays.

Bien sûr, il faudrait défendre y compris le gouvernement d'Alexis Tsipras si celui-ci faisait l'objet d'attaques violentes de la droite et de l'extrême droite, de l'UE et de la troïka. Ce n'est cependant pas le tour que prennent actuellement les événements. Les anticapitalistes et révolutionnaires grecs, dans et hors Syriza, ont d'autant plus besoin de se situer en totale indépendance vis-à-vis de ce gouvernement, comme de la politique de la direction de Syriza.

C'est le choix que tous maintiennent (contrairement, hélas, au Courant de gauche de Syriza, entré au gouvernement avec notamment son principal dirigeant, Panayotis Lafazanis, comme ministre de la restructuration productive). Leur tâche s'annonce lourde et complexe. Plus que jamais, tenons-nous à leurs côtés. □

¹ On peut rappeler aussi que Syriza avait intégré dans ses listes pour ces élections deux députés sortants élus en 2012 pour ANEL (ainsi que deux transfuges du PASOK, le parti social-libéral en totale déconfiture). L'une au moins, l'avocate assez connue Rachil Makri, a ainsi été réélue. Ces inclusions avaient suscité dans les rangs de Syriza des protestations dont la presse s'était faite l'écho.

Grèce : un tournant possible en Europe !

PAR FRANÇOIS SABADO

Les prochaines semaines seront décisives en Grèce et en Europe. Si se confirme une défaite d'ampleur des partis de droite et une victoire de Syriza, lors des prochaines élections législatives, la lutte contre les politiques d'austérité pourrait basculer du côté des peuples.¹

Bien sûr, une victoire électorale de la gauche grecque ne suffira pas, mais cela montrera qu'on peut commencer à bloquer les politiques d'austérité et à inverser le cours des choses. C'est un des maillons faibles de la chaîne des politiques d'austérité qui peut craquer.

La Grèce a été un des pays où les attaques capitalistes néolibérales se sont appliquées avec le plus de brutalité : le revenu moyen disponible a chuté de 35 % entre 2009 et 2013, le chômage dépasse les 28 % – plus de 50% parmi les jeunes de 15 à 24 ans –, les services publics sont détruits, les salariés mais aussi des secteurs de la petite bourgeoisie ont été terriblement appauvris. Le pays a été saigné.

C'est le rejet, par la société grecque, de cette politique barbare qui a débouché sur la crise politique actuelle. Mais la spécificité de la crise grecque, c'est le rôle central qu'occupe Syriza.

En fait, on ne peut comprendre la « dynamique » Syriza sans prendre en compte la profondeur destructrice de la crise économique, accompagnée de l'effondrement d'un des piliers du système politique grec traditionnel (le Pasok, mouvement socialiste grec), la crise historique de la droite, le recul du KKE (PC) qui est passé de 13,1 % des voix en 1989 à 4,5 % en juin 2012. Un KKE ultra-sectaire.

Cette mutation de l'échiquier politique est surtout la résultante de la résistance sociale aux attaques des classes dominantes et de l'Union européenne. Près de 30 journées de grève nationale, sans compter les luttes partielles dans un grand nombre de secteurs, ont scandé les rythmes de la situation sociale et politique du pays. Les différentes composantes de Syriza, leurs membres dans les syndicats – en relation, souvent, avec des militants de la coalition Antarsya –, le mouvement étudiant, le mouvement anti-fasciste, etc., sont les vecteurs de ces mobilisations.

La gauche radicale grecque est le produit de l'accumulation de toute cette expérience sociale et politique. Sa victoire est possible, mais rien n'est joué. D'abord, parce que la droite n'a pas dit son dernier mot. La droite grecque reste forte, avec une base sociale et politique. Nouvelle Démocratie est une formation ultra-réactionnaire. Elle intègre en son sein des éléments semi-fascistes provenant de Laos, force d'extrême droite. Elle a des liens coupables avec les néonazis d'Aube dorée et des secteurs de l'appareil d'Etat militaire et policier. Même si ce n'est pas une menace immédiate, le spectre du coup d'Etat militaire continue à hanter les arrières-cours de la vie politique grecque. Il faut aussi compter avec une presse qui se déchaîne contre la gauche, les travailleurs, les immigrés. Enfin, n'oublions pas que cette droite peut bénéficier de l'appui total de l'essentiel du patronat grec, des bourgeoisies européennes et de la troïka. Son choix, c'est la confrontation directe contre Syriza et la gauche grecque.

UNE DIMENSION EUROPÉENNE

La crise grecque peut avoir des conséquences économiques sur la situation de l'Europe dans la tourmente financière, monétaire et bancaire, mais le « risque » le plus important, c'est la contagion sociale et politique. La Grèce a une place stratégique dans tout le dispositif militaire de l'OTAN, et une crise ouverte en Grèce aura des conséquences sur le plan des rapports de forces internationaux. Une défaite des politiques d'austérité peut redonner confiance aux millions de travailleurs qui ont été durement éprouvés ces dernières années. Il est donc décisif pour les dirigeants européens de tout faire pour que l'expérience échoue. Cette détermination populaire conduit certaines fractions bourgeoises et des élites européennes à indiquer la possibilité de négociation avec un nouveau

gouvernement grec. C'est dans ce cadre que les dirigeants de l'UE pourront utiliser ce qui reste de la gauche traditionnelle libérale ou sociale-libérale : les restes du Pasok, le mouvement des socialistes de Papandréou, ou les restes de Dimar (Gauche démocratique), en particulier si la direction de Syriza s'engage dans la formation d'un gouvernement de coalition qui recherche un accord avec les dirigeants de l'UE. Les puissants d'Europe combineront confrontations et manœuvres, affrontements et pressions pour imposer une politique, en continuité avec le gouvernement actuel, en espérant faire capituler la direction de Syriza et donc conduire à la catastrophe. Ce que certains appellent déjà « la parenthèse de Syriza » !

Beaucoup de choses se jouent aujourd'hui au sein d'une Syriza à la croisée des chemins. Le « bureau présidentiel » et Alexis Tsipras – la direction de Syriza – multiplient les déclarations contradictoires : rejeter les « mémorandums » de la troïka, arrêter de payer les intérêts de la dette et supprimer une grande partie de cette dette, mais en même temps rechercher un accord avec les dirigeants de l'Union européenne qui, pour continuer leurs prêts, exigent l'application des politiques budgétaires, la baisse du niveau de vie du peuple grec et la destruction des services publics.

À cette étape, ce qui domine la campagne de Syriza, ce sont les engagements du programme de Thessalonique : ramener les salaires et les retraites à leur niveau d'avant la crise ; retour aux conventions collectives d'avant-crise ; retour à un seuil minimum de revenu imposable à 12 000 euros ; suppression des taxes sur le fioul de chauffage. Ces mesures, si elles sont appliquées, auront une signification



pour le peuple grec et au-delà en Europe : l'austérité peut être bloquée.

C'est pourquoi ce double discours va vite se heurter à la politique des classes dominantes, en Grèce et en Europe : soit on accepte les diktats de l'UE, et l'expérience sera défaite, soit on reste fidèle au cap de la lutte contre l'austérité, en appelant à la mobilisation, et il y a la possibilité d'un rebond social. Il sera difficile d'échapper à cette alternative. « Pas un seul pas en arrière », c'est le mot d'ordre des camarades de la « plateforme de gauche » de Syriza.

PAS UN PAS EN ARRIÈRE...

Pour obtenir que le mot d'ordre « Pas un pas en arrière » se concrétise avec plus de force, il doit prendre appui sur une politique unitaire, de l'ensemble de la gauche grecque, de Syriza mais aussi du KKE et d'Antarsya. Au sein même du KKE, les doutes se multiplient sur l'orientation ultra-sectaire de la direction. Quant à Antarsya, elle est divisée sur l'opportunité d'une alliance avec un courant « national-communiste » – le plan B d'Alavanos.

La gauche grecque, Syriza et Antarsya ont une responsabilité particulière dans la construction d'un projet unitaire, qui dépasse ces organisations, mais peut rassembler des syndicalistes, des associatifs, des écologistes.

L'enjeu est clair, décisif : il faut battre la droite et l'extrême droite grecques et tout faire pour que la gauche, dont Syriza est la principale composante, gagne ces élections. Nous ne sommes pas neutres. Nous sommes contre la droite et pour Syriza, afin de créer une dynamique sociale et politique pour un gouvernement de gauche, qui doit s'efforcer de réunir toutes les forces prêtes à rompre avec la politique d'austérité et lutter contre les pièges du nationalisme chauvin.

Ce gouvernement doit être un gouvernement des gauches et non un gouvernement d'union nationale qui prépare

la conciliation avec les classes dominantes et l'UE. Le rejet des mémorandums, des diktats budgétaires de l'UE, le non-remboursement de la plus grande partie de la dette, premières mesures d'un gouvernement anti-austérité, sont les questions où va se jouer la confrontation avec l'UE, mais elles ne pourront se consolider sans une politique qui dès le départ casse toutes les attaques antisociales imposées au peuple grec depuis quatre ans dans le domaine des salaires, de la santé, du

conquête du gouvernement, ce n'est pas la conquête du pouvoir.

Syriza peut soit devenir une force anti-néolibérale et anticapitaliste – en construisant un front de gauche, de bas et en haut –, soit, face aux terribles pressions qu'elle va subir, ouvrir la voie à un gouvernement de gestion social-libérale. Le rôle des révolutionnaires n'est pas de dénoncer par anticipation les trahisons de demain, il est de tout faire pour que l'expérience Syriza aille le plus loin possible, dans la



DR.

droit au travail et au logement, qui commence à prendre des mesures anticapitalistes, d'incursion dans la propriété capitaliste, nationalisation des banques, et de certains secteurs clés de l'économie, réorganisation de l'économie pour satisfaire les besoins sociaux élémentaires.

Pour imposer ces solutions, la mobilisation sociale, le contrôle des travailleurs sur leurs propres affaires, l'auto-organisation et l'autogestion sociale sont indispensables. Enfin la conquête du gouvernement, dans un cadre parlementaire, dans des circonstances exceptionnelles peut être un premier pas dans la voie d'une rupture anticapitaliste mais, là aussi, celle-ci ne peut se confirmer que si un gouvernement anti-austérité crée les conditions pour un nouveau pouvoir s'appuyant sur des assemblées populaires, dans les entreprises, les quartiers et les villes, car la

satisfaction des revendications populaires.

Une bataille décisive s'engage en Grèce, mais tous les peuples d'Europe sont concernés. Le peuple grec ne doit pas rester isolé. Il faut empêcher les gouvernements de l'Union européenne de continuer à imposer leurs diktats, refuser toute ingérence, tout chantage. C'est au peuple de décider de ses propres affaires. Il faut, avec les associations, le mouvement syndical et toutes les organisations, dresser, dans tous les pays européens, un mur de solidarité avec le peuple grec, contre les politiques de la droite et de la troïka. C'est aussi la tâche des révolutionnaires de renforcer leurs liens avec la gauche révolutionnaire grecque pour favoriser les convergences et les avancées unitaires. □

1 Cet article a été écrit dans la semaine précédant le scrutin du 25 janvier.

Syriza et les anticapitalistes : état des lieux avant bouleversement

PAR EMIL ANSKER

La nouvelle situation politique qui vient de s'ouvrir va, dans un sens ou un autre, produire de grands changements au niveau de la gauche antilibérale comme anticapitaliste et révolutionnaire. Dans la continuité de son article d'il y a un an (revue l'Anticapitaliste n° 51 de février 2014), notre correspondant à Athènes fait ici le point sur les débats et oppositions au sein de Syriza comme de la coalition anticapitaliste Antarsya.

SYRIZA, DE 2012 AU PROGRAMME DE THESSALONIQUE

Propulsée au premier plan de la vie politique grecque lors des législatives de mai-juin 2012, à l'aune des grandes mobilisations populaires, du mouvement des places et des grèves générales (2010-2012), Syriza a en deux ans et demi opéré sa mue de force de contestation en parti de gouvernement, ce qui s'est traduit par quatre faits majeurs.

Tout d'abord, l'accentuation de son rapport utilitariste au mouvement social, faisant de celui-ci une pure force d'appoint à sa stratégie parlementaire. Constatant le reflux du mouvement malgré l'existence de nombreux foyers de contestation, Syriza n'a rien fait pour doter ceux-ci de perspectives de succès, trahissant la grève des enseignants en mai 2013, puis traînant des pieds dans la mobilisation de l'ERT (l'entreprise audiovisuelle publique, fermée par le gouvernement). En second lieu, la transformation de la coalition en parti, dans le but d'y limiter l'expression de voix discordantes et de conforter la légitimité de la majorité présidentielle. Troisième élément saillant de cette période, la série de déplacements d'Alexis Tsipras à l'étranger, visant à rassurer les différents centres de pouvoirs capitalistes sur la démarche de Syriza (rencontre avec Schaüble – le ministre allemand des finances – à Berlin, discours de l'Institut Brookings et de l'université du Texas, discours à l'Institut Ambrosetti). Enfin, l'édulcoration drastique du programme de Syriza, aboutissant aux engagements de Thessalonique. Ce dernier point, étroitement lié à la question des alliances, a été âprement disputé entre la majorité et la plateforme de gauche.

Un premier ajustement avait été opéré en juillet 2013, lors du congrès de fonda-

tion du parti. La plateforme de gauche (30 % des voix dans ce congrès) avait alors défendu quatre amendements, tous rejetés. Le premier affirmait l'objectif stratégique d'un gouvernement de gauche, fermant la porte à toute alliance hors du KKE et d'Antarsya. Le second posait comme engagement la nationalisation de toutes les entreprises et biens publics privatisés depuis le début de la crise, ainsi que de celles ayant un caractère stratégique (transports, énergie...), en particulier la totalité des banques. Le troisième amendement avançait la nécessité de sortir de la zone euro. Le quatrième posait la nécessité de plus de démocratie dans le parti.

Le compromis final était cependant assez satisfaisant aux yeux de la plateforme de gauche, en ce qu'il actait en fait le droit de tendance, retenait la nécessité de nationaliser toutes les banques et toutes les entreprises privatisées, incluait des mesures permettant d'affronter la crise humanitaire, prévoit le ratissage des salaires... Sur la question monétaire, le congrès affirmait que le programme était réalisable dans le cadre de la zone euro, mais qu'en cas de chantage, toutes les voies seraient envisagées pour assurer sa réalisation. Ce que résumait la formule « aucun sacrifice pour l'euro ». Compulsé dans un document d'une centaine de pages, le programme de 2013 est pour la plateforme de gauche l'engagement de référence de Syriza.

En septembre 2014, à la Foire Internationale de Thessalonique, Alexis Tsipras a cependant présenté un nouveau programme, beaucoup plus succinct, structuré en quatre points.

Le premier, consacré au traitement de la crise humanitaire, vise à fournir gratuitement à la fraction la plus appauvrie de

la population (estimée à 300 000 foyers) l'accès aux services essentiels (électricité, alimentation, chauffage, soins, logement garanti...). Le deuxième axe vise à relancer l'économie réelle en réformant le système fiscal au bénéfice de la frange de la population écrasée par les impôts et les dettes (l'infâme taxe immobilière ENFIA serait supprimée), en stimulant l'activité bancaire d'investissement et en relevant le salaire minimum au niveau d'avant-crise (soit 751 euros). Le troisième consiste à rétablir les relations de travail (détruites par l'abrogation des conventions collectives), à créer 300 000 emplois (principalement dans le public et le secteur coopératif), à améliorer l'indemnisation du chômage. Le dernier point porte sur l'assainissement de l'Etat (par la décentralisation et plus de démocratie directe) et du système médiatique afin de le défaire de l'emprise des capitalistes (ce qui n'est pas le moindre des chantiers).

Parmi les manques flagrants : rien sur les banques, pas de retour sur toutes les privatisations. Sur l'emploi public, on y avance la réintégration des fonctionnaires mis en disponibilité (prélude à leur licenciement), mais non la création de nouveaux postes. Et pas un mot sur leur consolidation, ces postes pouvant être des contrats de cinq mois sans assurance sociale.

AVANT LE VOTE, DE NOUVEAUX ASSOULISSEMENTS

Après l'annonce par Samaras de la tenue des élections, un comité central de Syriza a été convoqué pour le 3 janvier, suivi d'un congrès exceptionnel, composé des délégués au congrès de 2013, venus de





toute la Grèce. Lors du CC, la plateforme de gauche s'est opposée à la majorité sur la question des alliances. C'est la possibilité d'ouvrir les listes de Syriza à des forces de la social-démocratie qui était alors en jeu, ainsi qu'un assouplissement encore plus accentué du programme.

Alors que la plateforme de gauche s'apprêtait à déposer un amendement susceptible d'être majoritaire contre la position de Tsipras, celui-ci a accepté d'exclure toute alliance avec Dimar¹, et que le programme s'en tienne aux engagements de Thessalonique. Ce qui n'empêcha pas que plusieurs personnalités issues du bloc mémorandaire soient intégrées aux listes de Syriza. Sur la base de cet accord, Panagiotis Lafazanis (principal dirigeant de la plateforme de gauche) retira son amendement et fit voter le texte majoritaire. Dans la foulée, le congrès était réuni pour applaudir l'intervention de Tsipras, retransmise en direct à la télévision.

Le projet stratégique demeure ainsi plus qu'incertain. Les engagements de Thessalonique sont un programme d'urgence destiné à lutter contre l'extrême misère (ce que tous attendent dans le contexte social actuel), ainsi qu'à jeter quelques bases pour une relance keynésienne. Mais ils seraient loin de permettre un retour à la situation d'avant la crise. Avec la proposition de ramener le salaire minimum à 751 euros, l'époque où Alexis Tsipras pouvait dire « nous ne serons pas la génération à 700 euros » semble lointaine.

Ce programme repose par ailleurs sur un scénario budgétaire dans lequel 11,3 milliards d'euros seraient entièrement couverts par les recettes propres de l'Etat, en attendant l'aboutissement des négociations sur la dette. La stratégie consistant à ne pas se mettre sous la coupe de nouveaux créanciers s'entend bien (surtout si plus personne ne prête), mais cet exercice d'équilibre budgétaire relève toujours du carcan néolibéral...

Aux glissements successifs vers le moins-disant programmatique s'est ajoutée la coexistence au sein du parti de deux rhétoriques : celle du « renversement » contre celle de la lutte contre la « crise humanitaire », du « redressement productif » et de la « croissance » ; les appels à la « gauche » et au « mouvement ouvrier » contre les appels aux

« citoyens » et aux « démocrates » ; la formule de « gouvernement de gauche » contre celle de « gouvernement de salut social ».

Plus inquiétant, la petite musique de la « continuité de l'Etat », des « engagements de l'Etat », apparaît dans cer-

tion des politiques mémorandaires, celui-ci se trouverait vite étranglé par la contradiction entre sa logique de renégociation de la dette (qui pouvait être la position de Samaras lui-même il y a quelques années) et la poussée populaire. Hypothèse qui pose la question du



taines interventions, et laisse accroître qu'une partie des mesures prises dans le cadre des mémorandums pourrait ne pas être abrogée. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à déclarer que seules les mesures annoncées ces derniers mois ont valeur d'engagement. Et il n'est pas d'avenir envisagé hors de la zone euro et de l'UE.

De là découlent deux interprétations possibles du programme de Thessalonique : un horizon thérapeutique indépassable visant à soulager le peuple des pires effets des politiques d'austérité, sans perspective d'aller plus loin ; ou un tremplin visant à redonner confiance aux classes populaires et à les remobiliser. Cette seconde logique est bien sûr celle de la plateforme de gauche qui y voit un catalyseur vers la revendication des engagements originaux de Syriza, c'est-à-dire notamment l'appropriation publique des secteurs stratégiques (à commencer par les banques) et la réputation pure et simple de la dette.

Si la victoire de Syriza conduisait effectivement à une remobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse, exigeant de Tsipras qu'il aille au bout de la destruc-

tion des anticapitalistes dans l'émergence d'un agenda politique indépendant de celui du futur gouvernement et dans l'approfondissement du processus de rupture.

L'ESPACE ANTICAPITALISTE DANS SYRIZA

La plateforme de gauche, on l'a vu, a réussi en certaines circonstances à freiner le recentrage gestionnaire de Syriza, même si elle n'en a pas inversé le cours général. Hétérogène, elle n'a pas évolué vers un fonctionnement intégré, les accords entre dirigeants continuant d'en régler la marche. Depuis l'été 2014, sa tactique a consisté à se rapprocher de la majorité et à éviter les manifestations de désaccords publics, afin de ne pas affaiblir le parti ou faciliter les attaques à son endroit. Attitude consensuelle facilitée par le fait que certains secteurs de la majorité, inquiets des mouvements droitiers de l'entourage présidentiel, ont rué dans les brancards ces derniers mois. Au CC de janvier, alors que les désaccords s'aiguisaient autour de la question des alliances, une majorité alternative a failli se former autour des amendements

de Panagiotis Lafazanis avec le soutien du courant ANASA². Risque écarté par la direction au prix d'une concession. De sorte qu'à ce jour, la plateforme de gauche n'est jamais véritablement apparue comme une opposition interne, mais plus comme un aiguillon critique.

Membres de la plateforme de gauche, les organisations trotskystes DEA, Kokkino et APO s'étaient groupées en 2012 dans le Red Network (Rproject). Parvenant à se maintenir contre l'interdiction statutaire de la double appartenance, DEA est la dernière composante de Syriza à apparaître encore publiquement en tant que telle, bien qu'en interne les anciens réseaux comptent encore. Célébrée par un chaleureux meeting internationaliste, la fusion Kokkino/DEA a eu lieu en décembre. Réduite à quelques dizaines de militants, dont une partie empêtrée dans la gestion d'une municipalité de la banlieue d'Athènes³, Kokkino a choisi d'intégrer DEA, dont les effectifs doivent avoisiner les 300 personnes.

L'espace anticapitaliste de Syriza se réduit désormais pratiquement à DEA, le Red Network n'ayant pas émergé comme pôle d'organisation de militants radicaux. La multiplicité des niveaux d'intervention entre organisation, réseau, plateforme et parti peut l'expliquer, ainsi que le caractère artificiel d'un réseau ne rassemblant plus que DEA et APO (un très petit groupe). Bien que la récente fusion témoigne d'une dynamique positive, il s'agit qualitativement d'une opération à somme nulle dans l'optique de la construction d'un pôle anticapitaliste. Le prochain défi pour faire vivre ce pôle sera de lui assurer une présence parlementaire, alors que le nombre de députés de Syriza devrait considérablement progresser. Du côté du Red Network, cinq candidats étaient en lice⁴. Le système électoral grec ne permet pas la répartition de positions éligibles à l'avance entre partis ou courants. Dans chaque circonscription, un nombre de candidats nettement supérieur aux nombre de places éligibles est inscrit sur les bulletins de vote, de sorte qu'en plus du choix (partisan) du bulletin, chaque électeur doit cocher les noms de quelques candidats (quatre en général). Ce système favorise généralement les personnalités disposant d'une forte notoriété, ce qui brouille les rapports de forces. C'est ainsi qu'aux élections européennes de 2014 le Red Network n'a pas obtenu de député, les électeurs optant pour des personnalités plus connues médiatiquement. Il

est difficile d'évaluer les gains en notoriété et en crédibilité du Red Network depuis 2012. En dépit de la présence systématique des deux députées de DEA dans toutes les mobilisations sociales, le devant de la scène médiatique a été occupé par d'autres personnalités⁵, et à une échelle de masse les différences entre sous-composantes de la plateforme de gauche ne sont pas connues.

LES CONTROVERSES STRATÉGIQUES D'ANTARSYA

Depuis un an, la coalition d'extrême gauche est divisée sur la perspective d'un « front commun » avec le Plan B, le mouvement anti-euro d'Alekos Alavanos, ancien dirigeant du KKE et prédécesseur de Tsipras à la tête de Syriza.

L'an dernier, l'alliance avec le Plan B pour les élections européennes avait achoppé sur trois points : le refus d'Alavanos d'envisager la rupture avec le cadre politique de l'UE ; son point de vue très droitier sur l'immigration ; son refus de la dissolution des pires corps de la répression d'Etat (MAT). N'ayant pas réussi à percer lors des élections et perdant en dynamique, Alavanos est alors quelque peu revenu de sa croisade anti-euro. En juillet 2014, une majorité s'était dessinée dans Antarsya (autour du SEK, du NAR et de l'OKDE-Spartakos) pour tirer un bilan positif de la tactique électorale suivie aux européennes.

A l'automne, ARAS, en pointe dans le rapprochement avec le Plan B, lançait une initiative commune avec Alavanos, le PAMES, dont elle faisait un véritable cadre d'intervention autonome. Elle était bientôt rejointe par ARAN⁶, qui privilégiait une tactique de conviction des forces d'Antarsya, en particulier du NAR. Trois plateformes étaient présentées à la conférence nationale d'Antarsya, le 28 novembre 2014. La majorité (NAR, SEK, OKDE-Spartakos) débarrassait le texte de la référence au « front commun » et adoptait un programme en dix points incluant les éléments rejetés par Alavanos.

Le 19 décembre, le PAMES devenu MARS déclarait accepter sans réserve le programme en dix points d'Antarsya, sans s'expliquer sur son revirement. Le congrès national d'Antarsya, tenu fin décembre, devait définir dans l'urgence une tactique électorale. Le SEK et l'OKDE-Spartakos y ont rejeté l'alliance avec le Plan B (MARS), tandis que le NAR, divisé, se prononçait finalement pour. Malgré les Fêtes et l'absence de

nombreux militants, les AG locales d'Antarsya réunirent environ 2000 votants, dont 65 % votèrent pour l'alliance avec Alavanos, 35 % se prononçant contre ou s'abstenant (les abstentions concernaient surtout la minorité du NAR, qui marquait ainsi son désaccord). La gauche anticapitaliste s'est donc présentée aux élections dans le cadre d'une campagne Antarsya-MARS, sur la base de l'intégralité du programme d'Antarsya. Environ 300 candidats provenaient d'Antarsya, une cinquantaine du Plan B. Alavanos lui-même n'était pas candidat. Bien que la campagne a été largement perçue comme celle d'Antarsya, ces développements semblent confirmer l'émergence de deux stratégies au sein la coalition.

D'un côté, les althussériens (ARAS et ARAN) font du MARS un cadre de collaboration durable au même titre qu'Antarsya, évoluant vers des conceptions assez proches de celles du Courant de gauche de Lafazanis au sein de Syriza, c'est-à-dire un programme de « salut social » plus radical que celui de Syriza mais très teinté de social-patriotisme.

D'un autre côté, les trotskystes (SEK et OKDE) veulent maintenir l'acquis programmatique et stratégique de la coalition ; quand au NAR, la question est posée de son attitude à moyen terme. Pour le prochain congrès d'Antarsya (dans un mois), l'OKDE-Spartakos a pour perspective la constitution avec le SEK d'un courant anticapitaliste, internationaliste et révolutionnaire, s'appuyant sur les 35 % de la dernière conférence nationale. Auparavant, aucune position défendue par les seuls trotskystes n'avait dépassé les 26 %, ce qui témoigne d'un questionnement stratégique important chez les « non encartés » et dans une partie du NAR.

L'essentiel de la discussion reste à mener, et la configuration nouvelle issue des élections y aura une influence déterminante. L'enjeu est le maintien et le renforcement d'une force anticapitaliste indépendante dont l'audience reste qualitativement supérieure à celle d'un pur cartel de petites formations. Forcée d'abord par des recompositions dans le mouvement étudiant et syndical, Antarsya a acquis dans les combats de ces dernières années l'image positive de ceux qui ne lâchent rien, qui poussent



les luttes à leur terme, et qui ne sont tenus dans leur discours par aucune responsabilité vis-à-vis du système, notamment sur la question migratoire.

Au-delà d'un résultat électoral très modeste (40 000 voix, un peu plus de 0,6 %), qui s'explique par l'extrême polarisation, l'écho de la campagne a montré que ce crédit n'est en rien entamé. Demain, l'utilité et la responsabilité d'un tel courant pourra être cruciale afin de ne permettre aucune stabilisation de la situation sociale et de maintenir une dynamique combative à gauche du gouvernement.

QUELLE DYNAMIQUE SOCIALE AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS ?

Chacun s'accorde à reconnaître que le climat de ces élections n'a pas l'intensité de celles de 2012. Prédomine la volonté de se débarrasser de Samaras et consort, sans savoir exactement ce qu'il faut attendre de la suite. La fréquentation des meetings de Syriza a été comparable à celle des campagnes précédentes, les rassemblements du KKE et d'Antarsya également. La question de la majorité absolue nourrissait l'essentiel des

conversations.

Ce qui se passera dans les premiers jours suivant le 25 janvier sera une première indication de l'effet de la victoire électorale. Il est significatif qu'aucune force politique n'ait eu de plan concernant le premier soir, et qu'aucun mot d'ordre particulier de mobilisation n'ait circulé⁷. Les manifestations qui ne manqueront pas d'avoir lieu seront le produit d'une réaction spontanée de la population. Lors du meeting central de la Place Omonia, le 22 janvier, Alexis Tsipras a appelé le peuple à manifester et à revendiquer dès le jour de la victoire. Positif, cet appel ne signifie pas que Syriza prépare son accession au pouvoir sous des auspices particulièrement militants. D'autant que ce parti, malgré une augmentation du nombre de ses adhérents (il en revendique 40 000), n'a toujours pas acquis depuis 2012 d'assise populaire significative⁸. Pour comprendre la situation sociale et politique à venir, il s'agira plus que jamais de savoir lire les rapports de forces à l'œuvre dans les profondeurs de la société, au-delà des résultats électoraux et de la représentation parlementaire. Car c'est le mouvement social et populaire qui détient en définitive la clé. □

1 Dimar, Gauche démocrate, est une scission sociale-libérale de Syriza qui a soutenu les premiers mémorandums et participé au gouvernement jusqu'en juin 2013.

2 ANASA regroupe l'organisation eurocommuniste AKOA, le groupe ROSA (militants du Réseau pour les droits politiques et sociaux) et des militants provenant de Kokkino.

3 Aris Vassilopoulos, militant de Kokkino, aujourd'hui de DEA, a été élu maire de Nea Philadelphía aux dernières élections municipales, à la tête d'une liste de Syriza. Il a hérité de l'épineux dossier de la construction d'un stade pour le club de l'AEK, et est depuis confronté à des tentatives de déstabilisation et d'intimidation de la part du patron de ce club (grand armateur par ailleurs).

4 Elena Psarra (APO) a été élue dans le Péloponnèse et Dimitra Ioanna Gaitani (DEA) réélue sur le fil à Thessalonique. Christos Stavrakakis (DEA) a en revanche été battu, tout comme le dirigeant de DEA Antonis Ntavanellos. Le 26 au matin, Maria Bolari, la seconde députée sortante de DEA, se retrouvait en première place sur la « liste d'attente » d'Athènes.

5 L'avocate Zoi Konstantopoulou, par exemple, est souvent apparue au sein du groupe parlementaire de Syriza comme incisive vis-à-vis du gouvernement et n'hésitant pas à manifester des désaccords avec la majorité de son groupe.

6 ARAS et ARAN (dont un dirigeant est Panagiotis Sotiris, venu récemment à Paris) sont des groupes « althussériens » issus du KKE et formant ce qui est souvent considéré comme « l'aile droite » d'Antarsya. L'aile « gauche » étant constituée du SEK (membre de la tendance internationale du SWP britannique) et de l'OKDE-Spartakos (section officielle de la IV^e Internationale), tandis que le « centre » est occupé par le NAR (Nouveau courant de gauche), l'organisation la plus importante de la coalition, qui tire ses origines d'une scission de l'organisation de jeunesse du KKE.

7 A l'initiative du SEK, les militants Antarsya dans le syndicat de l'ERT avaient proposé une occupation des locaux de la radiotélévision publique, afin de marquer la victoire de la gauche d'une empreinte combative et symbolique. Cette proposition avait été rejetée par les tendances syndicales de la ND et du PASOK, ainsi que par celle de Syriza dans le syndicat du secteur.

8 Significativement, si des transfuges du PASOK ont pu le rejoindre sur le plan parlementaire, la tendance syndicale EMEIS, aile ouvrière du PASOK qui s'est détachée de celui-ci en opposition aux mémorandums, n'a pas rejoint le courant syndical de Syriza.

DR.



Que s'est-il passé lors du comité central et du « congrès permanent » de Syriza ?

PAR PANOS KOSMAS

Le comité central puis le congrès permanent (composé des délégués au congrès de 2013) avaient été convoqués le 3 janvier 2015 pour adopter les listes de candidats et le programme de Syriza en vue de l'élection du 25 janvier. Nous reproduisons ici un article tiré du n° 327 (7 janvier 2015) du journal de DEA, « Gauche Ouvrière ».¹

Face à une bataille décisive décrite dans SYRIZA, toutes tendances confondues, par des termes tels que « guerre » ou « affrontement », la révision de... l'arsenal du parti, lors des travaux du CC et du congrès permanent qui a suivi, présente des aspects positifs mais aussi de nombreux points noirs.

Les aspects positifs tiennent dans la confirmation des engagements programmatiques fondamentaux, sur quatre points essentiels (en dépit des « arrondissements d'angles » du discours de Tsipras) : premièrement, l'abolition du mémorandum n'a rien à voir avec la négociation avec les créanciers, elle est le « droit du peuple grec ». Deuxièmement, la réalisation des engagements de la Foire internationale de Thessalonique interviendra immédiatement et n'est pas non plus liée à la négociation avec les créanciers. Troisièmement, fin de la Troïka et des mémorandums sans prolongation du régime mémorandaire. Quatrièmement, la négociation avec les créanciers ne concerne que la dette et l'accord de prêt, l'objectif étant l'annulation de la plus grande partie de la dette.

Mais au-delà, le bilan n'est absolument pas encourageant...

1. DÉMOCRATIE DANS LE PARTI. Le CC a été convoqué après plus de trois mois, il n'était donc pas « moins une », mais « plus une ». Au-delà du point de cristallisation majeur qu'est la constitution des listes (où la direction centrale a poussé par tous les moyens au renversement des décisions de congrès), la question du bouleversement du programme de Syriza sur des points centraux a été posée. Bien que – paraît-il – depuis deux ans des centaines de cadres s'occupent de la formation du programme gouvernemental et bien que le plan qui en découle devait être présenté au CC et discuté depuis le

10 novembre, nous avons eu droit à une « soupe » bâclée de 130 pages, pour finalement aboutir aux points qu'A. Tsipras a présentés dans son discours. Le congrès permanent lui-même a été annoncé sans que le CC le décide (contrairement aux statuts), ni même le bureau politique du parti. Et tandis qu'A. Tsipras poussait et parvenait à éviter un vote du CC, afin de faire du congrès permanent une manifestation festive d'ouverture de la lutte électorale, tard dans la soirée du samedi la direction centrale imposait de facto la tenue d'un vote indicatif pour l'adoption... du programme de gouvernement.

Ces pratiques, non seulement portent atteinte à toute idée de démocratie dans le parti, non seulement humilient et rabaissent des cadres du parti qui malgré la neige étaient descendus de toute la Grèce à Athènes pour se trouver confrontés à cette procédure douteuse, mais elles révèlent l'imposition de pratiques renvoyant à la période de dégénérescence sociale-libérale du PASOK en machine électorale caporaliste.

2. ALLIANCES. Le grand fait positif de la dispute interne sur cette question est que le danger d'intégration sur les listes de Syriza d'éléments dirigeants de Dimar, groupe qui constitue un maillon important du centre gauche social-libéral, a été tenu en échec. Mais dans le même temps, ont été imposés les choix de la direction centrale concernant l'ouverture aux cadres de différents « cercles » du Pasok (Accord social de Louka Katseli, Voudouris, Parastatidis, mais aussi Tzakri)², ainsi que des cadres du centre-droit (Makri, Giatagana)³.

3. PROGRAMME. En-dehors des aspects positifs évoqués plus haut, il y eut d'importantes modifications ou omissions. Sur les banques notamment, la position

du discours de Tsipras révèle une profonde modification : « Nous protégeons le système bancaire dans le cadre de la BCE et garantissons les dépôts des citoyens grecs. »

Quant aux privatisations et à la reconstruction (socialisation) des entreprises et organismes publics, il n'en a pas été fait une seule fois mention !

C'est dans ces conditions que nous marchons vers la grande aventure politique des élections, de la très probable victoire électorale et du gouvernement de Syriza avec une « balance » incertaine entre le danger et l'opportunité. Une « balance » qui sera déterminée dans la lutte elle-même, par les forces vives politiques et sociales qui lui donneront en conscience son caractère décisif. Au cours de la marche aux élections, et au-delà de celles-ci.

P.S. : il a été révélé que le slogan « L'avenir a commencé » (qui trônait sur la bande-roule centrale du congrès permanent) est un plagiat du spot électorale du Pasok aux élections de 2000, qui avait Simitis⁴ pour acteur principal. La portée politique et symbolique de ce choix n'est certainement pas sans importance de la part de certains. □

¹ L'auteur est membre du comité central de Syriza et de la direction de DEA. Article traduit du grec et annoté par Emil Ansker.

² Louka Katseli : ancienne députée et ministre Pasok sous le premier gouvernement mémorandaire de Georges Papandreou, exclue de son parti en 2011 pour avoir refusé de voter le second mémorandum. Odysseas Voudouris : député Pasok proche de Papandreou, fervent défenseur du premier mémorandum, vote contre le second mémorandum, est exclu du Pasok et rejoint Dimar en 2012. Theodoros Parastatidis : élu député Pasok en 2009, réélu en 2012, vote le premier mémorandum puis s'oppose aux deux suivants et est exclu du groupe parlementaire du Pasok. Theodora Tzakri : députée de longue date et ancienne ministre Pasok, elle vote la motion de censure proposée par Syriza contre le gouvernement Samaras en novembre 2013 et est exclue du groupe parlementaire du Pasok.

³ Rachel Makri : députée des Grecs Indépendants (Anel, souverainiste de droite), exclue en octobre 2014. Chryssoula Giatagana : députée Anel, démissionne du groupe parlementaire en mai 2014. L'ensemble des députés cités sont candidats pour Syriza en janvier 2015.

⁴ Kostas Simitis : dirigeant du Pasok et premier ministre de 1996 à 2004, principal artisan de l'adaptation de la Grèce aux critères de Maastricht et de l'euro.

DÉCLARATION ÉLECTORALE DE L'OKDE-SPARTAKOS (JANVIER 2015) « Une nouvelle fissure s'est ouverte, ne la

Nous ne pouvons publier ici que des extraits de cette déclaration, dont manquent ainsi des passages importants. Le texte complet doit paraître prochainement dans la revue « Inprecor ». Il a été traduit du grec par Emil Ansker.

Encore un gouvernement du capital, en l'occurrence la coalition ND-Pasok, qui s'écroule bien avant la fin de son mandat. La raison (...) n'en est pas l'incapacité des partis du système à restaurer les profits du capital, c'est l'échec de Samaras et Venizélos à conclure les négociations avec la Troïka, car ils savaient qu'ils ne pourraient pas faire passer les nouvelles mesures dont ils avaient besoin, étant incapables de supporter un nouvel affrontement central avec le mouvement ouvrier.

En dernière analyse c'est la colère sociale et la pression du mouvement qui a fait tomber le gouvernement, comme elle a fait tomber les précédents gouvernements mémorandaires de Papandreou et Papadimos. Le mouvement ouvrier ne s'est peut-être pas hissé aux niveaux de la période 2010-2012, et il a sans doute encore de nombreux obstacles à surmonter, mais les états-majors gouvernementaux savent bien à quelle vitesse peut se déclencher une explosion générale, et ce que cela voudrait dire.

A l'été 2013 la lutte de l'ERT a privé la coalition gouvernementale de Kouvelis et de Dimar, et l'a considérablement affaibli. Le mouvement antifasciste de l'automne 2013, suite à l'assassinat de Pavlos Fyssas par Aube Dorée, a contraint le gouvernement à traîner les nazis en justice et à cesser les pourparlers de coopération avec eux. Les luttes des travailleurs du public qui ont bloqué les soi-disant évaluations, c'est-à-dire les licenciements massifs, ont ridiculisé Mistotakis et mis en furie la Troïka. Les occupations des lycéens et les mobilisations étudiantes de l'automne ont rappelé le gigantesque soulèvement étudiant de 2006-2007. La lutte des réfugiés syriens a montré que les immigrés n'étaient pas disposés à subir passivement la politique raciste de l'Etat grec et de l'UE. Les mobilisations de masse en soutien au gréviste de la faim Nikos Romanos ont conduit le gouvernement, qui craignait une nouvelle insurrection semblable à celle de décembre 2008, à l'échec. Compte tenu de l'accumulation de mouvements d'ampleur ces dernières années et de l'em-

preinte du redressement des luttes, le gouvernement s'est trouvé obligé de fuir l'affrontement et d'ouvrir lui-même la porte de sortie (...)

SELON QUEL CRITÈRE VOTONS-NOUS ?

La chute du gouvernement a ouvert une nouvelle fissure dans la domination politique de la classe capitaliste. Nous ne devons pas laisser combler cette fissure. Nous ne devons pas retourner à la normalité. D'autres luttes, coordonnées, auto-organisées, sont nécessaires (...)

Mais pour que puissent se concrétiser les énormes possibilités qui s'ouvrent à l'émancipation des opprimés et des travailleurs, il faut une réponse politique. Il doit devenir compréhensible que la patience « en attendant que les conditions mûrissent » et la remise de nos espoirs entre les mains d'un futur gouvernement qui apportera la solution, ne peuvent nous conduire qu'à l'échec. La gauche réformiste du parlement et les bureaucraties des fédérations syndicales ont de très sérieuses responsabilités dans la relative passivité qui a régné après la période des grandes grèves, des occupations de bâtiments publics et du mouvement des places, bien que les luttes n'aient pas cessé.

Aucun gouvernement, même de gauche, ne peut nous offrir quoi que ce soit sans que nous ne le revendiquions, car dans sa crise le capitalisme n'a rien à donner (...) Pour que l'offensive contre les travailleurs soit repoussée, le système doit aujourd'hui être ébranlé dans ses fondations, et être renversé.

C'est sur la base de ces critères que doivent voter les militants et les militantes du mouvement, et pas dans la logique du moindre mal. Il faut une gauche anticapitaliste indépendante, qui poussera les luttes jusqu'au bout, et ne posera pas de limites au nom du « réalisme » ou du « consensus national ». Il faut une opposition combative et ouvrière, qui ne laissera pas de délai de tolérance à un éventuel gouvernement de gauche, mais combattra de façon intransigeante pour les besoins

réels des travailleurs dès le premier instant (...)

LA GAUCHE GOUVERNEMENTALE NE SUFFIT PAS

(...) A mesure que Syriza s'approche du



pouvoir, elle multiplie les gages envers le système et le capital. En deux ans, des grands mots sur la mise en pièces des mémorandums on est passé à la logique de négociation avec la Troïka. Du « aucun sacrifice pour l'euro », nous sommes passés à « tout faire pour sauver l'euro ». Des promesses de redistribution des richesses, aux engagements très modérés de Tsipras à Thessalonique, où chaque mesure en faveur des travailleurs dépend désormais de la croissance, des crédits européens (comment donc négocier quand on est dépendant de cela ?) et de la gestion des comptes de l'Etat. Plus rien sur l'expropriation du grand capital, l'expropriation des banques, rien sur l'annulation unilatérale des mémorandums, ne reste que la gestion de la pauvreté (...)

La direction de Syriza jette des ponts vers des fractions du capital, national et inter-

laissons pas combler »

national. Elle échange chaudement avec le SEB [la Confédération patronale, NdTr], promet à l'Eglise que celle-ci conservera les immenses richesses amassées au cours de siècles d'oppression des couches populaires, discute avec les banquiers et entrepreneurs européens (...) Dans le cadre du regain de tension inter-impérialiste entre les Etats grecs et trucs à Chypre, la direction de Syriza a déclaré que les questions nationales appelaient le consensus, c'est-à-dire l'unité avec les capitalistes, les armateurs et les banquiers (...)

Le KKE, de son côté, tente avec sa rhétorique de gauche de regrouper une frange des travailleurs déçue à juste titre par Syriza. Mais en réalité son orientation politique n'est pas si différente. Il est en fait focalisé sur son renforcement électoral et le soutien aux menées de sa direction bureaucratique (...) Les grandes phrases sur le « pouvoir populaire » traduisent seulement le fait que le KKE n'est pas disposé à mener des luttes mettant réellement en cause le pouvoir des capitalistes. Les revendications qu'il met en avant sont modérées et élémentaires (petites augmentations, baisse de l'âge de départ à la retraite, etc.). Son comportement de diviseur dans les mouvements démontre un profond pessimisme quant à la capacité des travailleurs à s'auto-organiser, à lutter pour vaincre (...)

Une gauche radicalement différente du réformisme parlementaire est nécessaire, une gauche anticapitaliste et révolutionnaire. Une gauche qui ne s'isolera pas des autres courants dans le cadre des luttes, qui croira dans les capacités autonomes des masses, mais qui ne fera pas cadeau de son indépendance politique et organisationnelle à la première occasion. Pour que les anticapitalistes d'Antarsya puissent jouer ce rôle, il faut qu'une stratégie révolutionnaire moderne soit élaborée, une stratégie indépendante du capital et de son Etat. Il faut que les chantages et les pressions pour des alliances vers la droite soient repoussés. Il faut que soient ignorées les sirènes des solutions faciles, reposant sur une monnaie nationale ou un « redressement productif » national, sans renversement des rapports de classe (...)



Un programme transitoire de rupture avec le capitalisme est nécessaire

- Abolition unilatérale des mémorandums et de toutes les lois mémorandaires.
- Annulation de la dette, loin de la logique de la « négociation » avec les banques et les créanciers.
- Expropriation de toutes les banques, sans indemnisation des banquiers, et mise en place d'une banque publique, sous le contrôle des travailleurs.
- Expropriation des grandes entreprises, sans indemnisation des capitalistes, et fonctionnement sous contrôle ouvrier.
- Occupation et autogestion des entreprises qui ferment.
- Interdiction des licenciements, réembauche immédiate des licenciés du public, remise en marche intégrale de l'ERT sous statut d'autogestion.
- Réduction du temps de travail, avec augmentation des rémunérations, comme seule solution pour faire disparaître le chômage.
- Augmentation des salaires au niveau des besoins réels des travailleurs, et pas sur la base

des marges comptables et des lois du marché.

- Taxation importante des profits, expropriation des biens de l'Eglise et des grands capitalistes.
- Coopératives de petits agriculteurs et soutien à ceux-ci de la part de la banque publique
- Régularisation de tous les immigrés et réfugiés, pleins droits politiques et sociaux, ouverture des frontières pour tous les travailleurs.
- Désarmement de la police, dissolution des MAT et de toutes les unités spéciales de police, abolition des lois de terreur et des prisons spéciales.
- Liberté syndicale dans l'armée.
- Dissolution de l'Aube Dorée, assemblées antifascistes de masse partout.
- Affrontement anticapitaliste et désengagement intégral de l'euro et de l'UE, lutte internationale pour leur dissolution.
- Sortie de l'OTAN et de chaque mécanisme impérialiste.
- Aucune tolérance envers l'agressivité impérialiste de l'Etat grec, dissolution de l'axe réactionnaire Grèce-Chypre-Israël, solidarité internationaliste des travailleurs turcs et grecs comme seule solution aux rivalités pour la Zone économique exclusive.
- Egalité et pleins droits pour la minorité turque de Thrace, liberté en matière de culte et d'enseignement, reconnaissance des autres minorités dans l'espace grec.
- Pour une nouvelle internationalisation socialiste des Balkans, de l'Europe, de la Méditerranée.
- Pour la protection de l'environnement, des espaces publics et des biens communs.
- Pour les droits des femmes et l'auto-organisation du mouvement féministe.
- Pour les droits des LGBTI.
- Pour un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, responsable devant leurs assemblées générales.
- Pour l'auto-direction, l'auto-organisation et le pouvoir des travailleurs.

Ce programme doit et peut être adopté par la frange la plus militante du monde du travail, à commencer par la gauche anticapitaliste. L'OKDE-Spartakos lutte pour une telle orientation politique, et sur cette base appelle les militant-e-s à se regrouper dans Antarsya.

Et si Syriza prenait au mot l'UE et audita la dette de la Grèce ?

PAR ERIC TOUSSAINT

Depuis l'annonce des élections du 25 janvier 2015 en Grèce, la possibilité que Syriza sorte victorieuse des urnes et forme un gouvernement est présentée comme une menace à l'opinion publique internationale, en particulier celle de la zone euro. Pourtant, ceux qui tirent la sonnette d'alarme savent parfaitement que Syriza a annoncé qu'elle ne suspendrait pas le paiement de la dette et ne sortirait pas de l'euro une fois au gouvernement.

Syriza propose une renégociation de la dette au niveau européen et souhaite que la Grèce reste dans la zone euro. En revanche, Syriza s'engage à mettre fin aux mesures injustes et antisociales prises par les gouvernements précédents et la troïka.

Cette campagne sur les supposées menaces que représente Syriza vise à intimider les électeurs grecs afin qu'ils renoncent à leur droit au changement. Elle vise également, en cas de victoire de Syriza, à dresser une partie de l'opinion publique européenne contre la Coalition de la gauche radicale grecque afin d'éviter que, dans la foulée, Podemos en Espagne puisse gagner les élections à l'automne 2015. D'autres surprises pourraient également survenir dans d'autres pays comme le Portugal, la Slovénie, Chypre, si les citoyennes et citoyens considéraient que cela vaut la peine d'essayer de remplacer une politique ultraconservatrice désastreuse par une politique de gauche.

Les dirigeants européens et les grands groupes privés qui les soutiennent savent que la majorité de la population de la zone euro tire un bilan négatif des politiques qui sont menées ces dernières années et cherche à reporter sa voix vers des forces qui proposent le changement. Une victoire de Syriza en Grèce représenterait une grande menace pour les partis traditionnels, tant les conservateurs que les « socialistes », redoutant une contagion qui pourrait gagner l'Espagne.

La dette réclamée à la Grèce représente 175% de la richesse nationale produite en une année et constitue un fardeau insoutenable pour le peuple grec.

UN RÈGLEMENT PEU CONNU...

Que se passera-t-il si Syriza, une fois au gouvernement, décidait de prendre à la lettre l'article 7 d'un règlement adopté en

mai 2013 par l'Union européenne, concernant les pays soumis à un plan d'ajustement structurel ? En font partie la Grèce le Portugal et Chypre, notamment.

Le point 9 de l'article 7 prescrit aux États sous ajustement structurel de réaliser un audit complet de la dette publique afin d'expliquer pourquoi l'endettement a augmenté de manière exagérée et afin de déceler des irrégularités. Voici le texte complet : « Un État membre faisant l'objet d'un programme d'ajustement macroéconomique réalise un audit complet de ses finances publiques afin, notamment, d'évaluer les raisons qui ont entraîné l'accumulation de niveaux d'endettement excessifs ainsi que de déceler toute éventuelle irrégularité. »¹

Le gouvernement grec d'Antonis Samaras s'est bien gardé d'appliquer cette disposition du règlement afin de cacher à la population grecque les véritables raisons de l'augmentation de la dette et les irrégularités qui y sont liées. En novembre 2012, le parlement grec dominé par la droite avait rejeté la motion déposée par Syriza pour la création d'une commission d'enquête sur la dette, avec 167 voix contre, 119 pour et 0 abstention.

Il est clair qu'à l'issue d'une victoire électorale de Syriza, un gouvernement qui se mettrait en place sous sa conduite pourrait parfaitement prendre au mot l'Union européenne en constituant une commission d'audit de la dette (avec participation citoyenne) afin d'analyser le processus d'endettement excessif de la Grèce, de déceler de probables irrégularités et d'identifier des parties illégales, illégitimes, ou odieuses de cette dette.

La participation citoyenne est fondamentale dans un processus d'audit qui se veut rigoureux et indépendant. Or il faut relever que dans le règlement de l'UE mentionné plus haut, à l'article 8, il est recommandé de faire participer les « partenaires sociaux

et les organisations pertinentes de la société civile » à l'élaboration du « programme d'ajustement macroéconomique ». Raison de plus pour les associer activement à l'audit.

LA NÉCESSITÉ D'UN AUDIT

Voici quelques éléments clés qui pourraient être mis en lumière par la réalisation



de l'audit.

La dette grecque qui représentait 113 % du PIB en 2009, avant l'éclatement de la crise

grecque et l'intervention de la troïka, qui détient quatre cinquièmes de cette dette, a atteint 175 % du PIB en 2014. L'intervention de la troïka a donc été suivie d'une très forte augmentation de la dette grecque.

A partir de 2010 et jusqu'en 2012, les crédits octroyés par la troïka à la Grèce ont servi très largement à rembourser les principaux créanciers de la Grèce jusqu'à cette période, à savoir les banques privées des principales économies de l'Union Européenne, à commencer par les banques françaises et allemandes². Environ 80 % de la dette grecque étaient en 2009 possédés par les banques privées de sept pays de l'Union européennes. A elles seules, en 2009, les banques allemandes et françaises possédaient environ 50 % du total des titres de la dette grecque.

Un audit de la dette grecque montrera que les banques privées européennes ont très fortement augmenté leurs crédits à la Grèce entre fin 2005 et 2009 (les crédits ont augmenté de plus de 60 milliards d'euros, passant de 80 milliards à 140 milliards), sans tenir compte de la capacité réelle de la

leur secours en cas de problème.

Comme indiqué plus haut, l'audit montrera que le plan de soi-disant sauvetage de la Grèce mis au point par les instances européennes avec l'aide du FMI a en réalité servi à permettre aux banques des quelques pays européens qui ont un poids décisif dans les instances européennes de continuer à recevoir des remboursements de la part de la Grèce, tout en transférant leur risque sur les Etats à travers la troïka. Ce n'est pas la Grèce qui a été sauvée, mais une poignée de grandes banques privées européennes, implantées principalement dans les pays les plus forts de l'UE.

Les banques privées européennes ont ainsi été remplacées par la troïka, devenue le principal créancier de la Grèce à partir de la fin 2010.

L'audit analysera la légalité et la légitimité de ce plan de sauvetage. Est-il conforme aux traités de l'UE (notamment l'article 125 qui interdit à un Etat membre de prendre en charge les engagements financiers d'un autre Etat membre) ? La procédure euro-

ont octroyé des prêts à la Grèce pour un total de 53 milliards d'euros, le FMI, la BCE, la Commission européenne, etc.) ont-ils respecté le principe d'autonomie de la volonté de l'emprunteur, à savoir la Grèce, ou ont-ils profité de sa détresse face aux attaques spéculatives des marchés financiers pour lui imposer des contrats qui vont à l'encontre de son propre intérêt ? Ces prêteurs ont-ils imposé des conditions léonines, notamment en exigeant des taux de remboursement exagérés ? Les 14 Etats membres qui ont chacun octroyé un prêt bilatéral à la Grèce ont-ils respecté les dispositions légales et constitutionnelles de leur pays et celles de la Grèce ?

Il s'agit également d'auditer l'action du FMI. Nous savons qu'au sein de la direction du FMI plusieurs directeurs exécutifs (le Brésilien, le Suisse, l'Argentin, l'Indien, l'Iranien, le Chinois, l'Egyptien) avaient fait part de leur plus grande réserve à l'égard du prêt accordé par le FMI en affirmant notamment que la Grèce ne serait pas capable de le rembourser vu les politiques qui lui étaient imposées⁴. Le gouvernement grec a-t-il, en collusion avec le directeur général du FMI de l'époque, demandé à son administration en charge des statistiques de fausser les données exactes afin de présenter un bulletin de santé financier tellement mauvais que cela permettait au FMI de lancer un plan de sauvetage ? Plusieurs hauts fonctionnaires grecs l'affirment.

La BCE a-t-elle outrepassé de manière grave ses prérogatives en exigeant du parlement grec qu'il légifère sur le droit de grève, la santé, le droit d'association, l'éducation et sur la réglementation des niveaux de salaire ?

CONFORMITÉ AUX TRAITÉS ?

En mars 2012, la troïka a organisé une restructuration de la dette grecque qui a été présentée à l'époque comme un succès. Rappelons que Georgios Papandreou, premier ministre, avait annoncé début novembre 2011, à la veille d'une réunion du G20, son intention d'organiser pour février 2012 un référendum sur cette restructuration de la dette grecque préparée par la troïka. Sous la pression de la troïka, ce référendum n'a jamais eu lieu et le peuple grec s'est vu retirer le droit de se prononcer sur les nouvelles dettes. Les grands médias ont relayé le discours selon lequel la restructuration permettait de réduire de 50 % la dette grecque. En réalité, la dette grecque



Grèce à rembourser. Les banques ont agi de manière aventureuse, convaincues que les autorités européennes viendraient à

pénne normale de prise de décision a-t-elle été respectée ? Les prêteurs publics en 2010 (c'est-à-dire les 14 Etats membres qui



est plus élevée en 2015 qu'en 2011, l'année qui a précédé la grande annulation de soi-disant 50 %. L'audit montrera que cette opération de restructuration qui constituait une vaste supercherie était liée à un approfondissement des politiques qui sont contraires à l'intérêt de la Grèce et de sa population.

L'audit devra aussi évaluer si les conditions strictes imposées par la troïka à la Grèce, en échange des crédits qui lui sont apportés, constituent une violation caractérisée d'une série de traités et conventions que sont tenus de respecter les pouvoirs publics tant du côté des créanciers que du côté de l'emprunteur. Le professeur de droit Andreas Fischer-Lescano, commissionné par la Chambre du travail de Vienne⁵ a démontré de manière irréfutable que les programmes de la troïka sont illégaux en vertu du droit européen et du droit international. Les mesures définies dans les programmes d'ajustement auxquels la Grèce a été soumise et les politiques concrètes qui en sont la conséquence directe violent une série de droits fondamentaux tels que le droit à la santé, à l'éducation, au logement, à la sécurité sociale, à un salaire juste, mais aussi la liberté d'association et de négociation collective.

Tous ces droits sont protégés par de nombreux textes juridiques aux niveaux international et européen, tels la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention européenne des droits de l'Homme, la Charte sociale européenne, les deux Pactes de l'ONU sur les droits humains, la Charte de l'ONU, la Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant, la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, mais aussi les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui ont le statut de principe général du droit (PGD). La liste des articles violés par les mémoranda imposés à la Grèce, que dresse méticuleusement le professeur Fischer-Lescano, est impressionnante et engage la responsabilité juridique des entités formant la troïka ou mises en place par elle (le Mécanisme européen de stabilité, par exemple).

D'IMPORTANTES IRRÉGULARITÉS

L'audit devra vérifier si, comme le prescrit le règlement (UE) n° 472/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 mentionné plus haut, le « programme d'ajustement macroéconomique respecte pleinement

l'article 152 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et l'article 28 de la charte des droits fondamentaux de l'Union euro-

constituent des régressions manifestes de l'exercice des droits humains fondamentaux et une violation caractérisée d'une



péenne ». L'audit doit aussi vérifier si le passage suivant du règlement est respecté : « Les efforts d'assainissement budgétaire énoncés dans le programme d'ajustement macroéconomique tiennent compte de la nécessité de garantir des moyens suffisants pour les politiques fondamentales, comme l'éducation et la santé publique. » Il s'agit aussi de vérifier si est appliqué ce principe fondamental du règlement : « Conformément à l'article 9 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'Union doit prendre en compte, dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale, ainsi qu'à que le droit à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine. »

Il s'agit de mettre en regard ce qui précède avec le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du deuxième programme d'ajustement structurel publié en avril 2014 par les services compétents de l'UE dans lequel les auteurs se félicitent de la réduction de 20 % des emplois dans la fonction publique grecque⁶. Dans un encadré intitulé les « succès du programme économique d'ajustement », on peut lire que les réformes du marché du travail ont permis de réduire le salaire minimum légal et que 150 000 emplois sont supprimés dans l'administration.

L'audit devrait pouvoir montrer clairement que les mesures dictées par les créanciers

série de traités. D'importantes irrégularités peuvent être identifiées. En conséquence, la commission chargée de l'audit pourra émettre un avis argumenté sur la légalité, l'illégitimité, voire la nullité de la dette contractée par la Grèce auprès de la troïka. □

1 Règlement (UE) n° 472/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au renforcement de la surveillance économique et budgétaire des États membres de la zone euro connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2013.140.01.0001.01.FRA

2 C. Lapavistas, A. Kaltenbrunner, G. Lambrinidis, D. Lindo, J. Meadway, J. Michell, J.P. Paineira, E. Pires, J. Powell, A. Stenfors, N. Teles : « The eurozone between austerity and default », Septembre 2010, www.researchmoneyandfinance.org/index.php/publication/eurozone-reports/33-second-rmf-report-pn-the-eurozone-crisis-eurozone-between-austerity-and-default Voir aussi Eric Toussaint, « Grèce-Allemagne : qui doit à qui ? (2) Créanciers protégés, peuple grec sacrifié », publié le 8 octobre 2012, <http://cadtm.org/Grèce-Allemagne-qui-doit-a-qui-2>

3 Les taux exigés qui étaient de 4 à 5,5 % en 2010-2011 ont été ramenés à environ 1 % en 2012 suite aux protestations qui s'élevaient de différents endroits (y compris du gouvernement irlandais qui s'était vu également imposé un taux très élevé à partir de la fin 2010). En abaissant fortement les taux, les 14 États ont de fait reconnu que les taux antérieurement exigés étaient exagérés.

4 Voir les révélations faites par le Wall Street Journal : <http://blogs.wsj.com/economics/2013/10/07/imf-document-excerpts-disagreements-revealed/> Voir également : <http://greece.greekreporter.com/2013/10/08/secret-imf-report-shows-greek-bailout-worries/>

5 Voir son rapport « Human Rights in Times of Austerity Policy », publié le 17 février 2014, disponible sur <http://www.etui.org/content/download/...>

6 European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, The Second Economic Adjustment Programme for Greece, Fourth Review – April 2014, p. 3, Voir http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/occasional_paper/2014/pdf/ocp192_en.pdf

Le rapport comporte 304 pages.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

Les processus révolutionnaires pris dans l'étau des forces réactionnaires

PAR JOSEPH DAHER

Cela fait maintenant plus de quatre ans que les processus révolutionnaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont débuté, et même s'ils ne sont pas terminés, leurs objectifs initiaux (démocratie, justice sociale, et égalité) n'ont jamais paru plus éloignés. La réaction sous toutes ses formes a engagé sa contre-offensive. Pourtant les aspirations à la liberté et à la justice restent entières, et les mobilisations se poursuivent.

Les deux forces majeures qui se sont distinguées et dominent la scène politique de la région sont les représentants des anciens régimes autoritaires, d'un côté, les forces islamiques fondamentalistes et réactionnaires dans leurs diverses composantes¹, de l'autre. En Tunisie, par exemple, la formation arrivée en tête des législatives d'octobre dernier et ayant ensuite remporté les présidentielles de novembre-décembre 2014 est Nidaa Tounes (l'Appel de la Tunisie), qui représente les intérêts des anciens

régimes de Bourguiba et de Ben Ali. Et en deuxième position arrivait le mouvement islamique réactionnaire d'En-Nahda.

EGYPTE

Le retour au pouvoir des représentants des anciens régimes ne se limite pas à la Tunisie, c'est un phénomène régional. En Egypte, l'ancien dictateur Hosni Moubarak a été blanchi, le 29 novembre 2014, des deux chefs d'accusation portés contre lui : la corruption et surtout son rôle dans la ré-

pression et la mort de plus de 850 manifestants au cours des 18 jours du soulèvement populaire ayant provoqué sa chute, en février 2011. Les fils de Moubarak, Alaa et Gamal, accusés d'avoir détourné ou facilité le détournement de plus de 125 millions de livres égyptiennes (environ 14 millions d'euros), ont également été acquittés. Les accusations qui pesaient sur sept hauts responsables de la sécurité, dont l'ex-ministre de l'Intérieur de Moubarak, Habib al-Adly, ont été abandonnées... Le régime de Sissi cherche en

En Egypte, les mobilisations ne cessent pas... DR.



effet à réhabiliter l'ancien régime autoritaire de Moubarak et consort en poursuivant les mêmes politiques.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Sissi, au moins 1400 partisans des Frères musulmans ont été tués et plus de 15 000 sympathisants de cette organisation ont été emprisonnés. Le rôle contre-révolutionnaire des Frères Musulmans a déjà été abordé dans le passé, mais cela ne doit pas nous empêcher de dénoncer les exactions et crimes du régime de Sissi contre les membres de la confrérie, car cela constitue des violations de droits démocratiques de bases. Rester silencieux face à ces crimes, ce serait laisser le champ libre à la contre-révolution et trahir des principes de bases de défenses de droit démocratiques.

Le pouvoir égyptien ne s'est d'ailleurs pas arrêté aux Frères Musulmans, mais s'en est pris aux membres de l'opposition libérale et de gauche, incarcérant de nombreux militants, notamment pour avoir enfreint une loi controversée qui limite le droit de manifester. Début janvier 2015, le ministre de la Justice du régime de Sissi a également ordonné la saisie des biens d'un certain nombre de membres des Socialistes révolutionnaires, du Mouvement du 6 avril et de la Jeunesse pour la justice et la liberté, dans une liste de 112 personnes accusées d'appartenance à une organisation terroriste. Cette mesure est fondée sur une décision antérieure du pouvoir militaire considérant les Frères musulmans comme un groupe terroriste.

La contre-révolution incarnée par le régime de Sissi ne cesse d'avancer, avec le soutien résolu de l'Arabie saoudite et des monarchies du Golfe, et même officiellement du Qatar. Ce dernier, soutien du mouvement des Frères musulmans en Egypte et ailleurs, et qui accueille toujours des responsables de ces derniers, a exprimé son soutien au régime de Sissi, le 9 décembre 2014 dans le cadre d'une conférence du Conseil de coopération du Golfe, suite aux pressions exercées par les différentes monarchies du Golfe. Il reste à voir néanmoins si cela se transformera en pratique par un soutien actif au régime de Sissi.

En même temps, le mouvement des Frères musulmans sévèrement répri-

mé n'a pas fait une autocritique profonde de son passage au pouvoir et de ses politiques autoritaires et contre-révolutionnaire. Depuis la chute de Morsi, le mouvement a même renforcé son discours communautaire religieux agressif envers la minorité chrétienne copte, en l'accusant de toutes sortes de complots et d'être le principale responsable de la chute des Frères musulmans au pouvoir, tout en refusant d'apporter son soutien aux demandes sociales et aux nombreuses grèves de travailleurs réprimées par le pouvoir. Le seul mot d'ordre et slogan des Frères musulmans, adressé à ses partisans, le retour de Morsi, est loin des objectifs de la révolution (démocratie et justice sociale).

SYRIE

Dans le cas de la Syrie, alors que dans le passé la solution d'un régime autoritaire sans Assad et avec quelques sections de l'opposition syrienne (libéraux et Frères musulmans) proche des Etats occidentaux et des monarchies du Golfe, mais non représentative des révolutionnaires syriens, était favorisé par les diverses forces impérialistes internationales et régionales, aujourd'hui ces dernières s'accordent à dire qu'Assad pourrait finalement rester et être un allié dans la soi-disant « guerre contre le terrorisme ». Le régime Assad serait donc blanchi de tous les crimes et destructions causés par ses forces armées et milices locales ou étrangères. On peut d'ailleurs constater que l'intervention en Syrie des Etats occidentaux, mené par les Etats-Unis avec la collaboration de certaines monarchies du Golfe, n'a pas eu beaucoup d'effets sur le terrain et n'a pas empêché l'avancée des forces djihadistes, particulièrement de l'Etat Islamique et de Jabhat al Nusra (branche d'Al Qaeda en Syrie). En Iraq et en Syrie, malgré la reprise de Kobané, ces forces djihadistes maintiennent une grande partie de leurs territoires.

De même, il y a toujours un refus des divers soi-disant « amis » de la révolution syrienne d'aider politiquement et soutenir militairement les composantes démocratiques et populaires de l'Armée syrienne libre (ASL) et les groupes kurdes du PYD (PKK syrien), qui ont combattu et combattent le régime Assad et les forces islamiques réactionnaires. Il faut d'ailleurs rappeler que ce sont ces deux composantes de l'ASL et PYD, en plus du mouvement

populaire syrien, qui ont en premier lieu combattu, en payant un lourd tribut, l'expansion des forces djihadistes en Syrie, tandis que le régime Assad les laissait s'étendre et concentrait sa répression contre les forces populaires, civiles comme armées, démocrates et progressistes du pays.

La situation humanitaire et politique catastrophique en Syrie n'a pas empêché la continuation de résistances populaires, même affaiblies, dans différentes régions de Syrie contre l'autoritarisme des forces d'Assad et des groupes islamiques réactionnaires et djihadistes. Des manifestations populaires massives ont eu lieu début janvier dans la banlieue de Damas, à Beit Sahem, contre le comportement autoritaire de Jabhat Al-Nusra, tout en chantant des slogans contre le régime Assad. Dans les régions « libérées »



Shaïma el-Abbagh, militante de l'Alliance populaire socialiste, assassinée par la police égyptienne le 24 janvier 2014. DR.

d'Alep, des groupes révolutionnaires ont lancé un appel à la grève générale contre le kidnapping de personnels médicaux par les forces de Jabhat Al Nusra. Dans le quartier de Al-Wa'er à Homs, des manifestations se sont tenues avec des slogans demandant la chute du régime. Il faut savoir également que durant le mois de décembre, les « nettoyeurs » des régions « libérées » d'Alep ont manifesté et protesté contre les retards de paiement et la baisse de leurs salaires par la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne (opposition syrienne proche des monarchies du

Golfe et des Etats occidentaux).

TUNISIE

En Tunisie, comme dit précédemment, les deux forces arrivées en tête des législatives sont Nidaa Tounes, représentant les intérêts des anciens régimes de Bourguiba et de Ben Ali, et le mouvement islamique réactionnaire En-Nahda, qui a été au pouvoir depuis octobre 2011 en alliance avec le Congrès pour la République (CPR) et Ettakatol, considérés à l'époque comme des partis « sociaux-démocrates ».

Nidaa Tounes apparaît alors comme le choix le plus attrayant aux yeux des organisations patronales tunisiennes, des chancelleries occidentales et des institutions financières internationales. De son côté, En-Nahda s'est employé au pouvoir à continuer les politiques économiques et sociales



ultralibérales de l'époque Ben Ali. En-Nahda s'est en outre engagé avec un zèle certain à respecter les engagements de la Tunisie envers l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale, pour se voir accorder de nouveaux prêts dépassant plusieurs milliards. En même temps, les syndicats combatifs et les demandes des travailleurs sont considérés comme ayant été parfois excessifs. Y compris l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), selon Ghannouchi (le chef d'En-Nahda) dans une interview de juillet 2014 où il l'accusait en outre d'être un héritage de la France et de ne

pas constituer une institution « naturelle » de la cité musulmane.

L'arrivée au pouvoir d'En-Nahda n'avait pas fait cesser les violences contre les opposants, comme on avait pu le constater avec les assassinats politiques. De nombreuses attaques ont été menées par les milices, considérés à la solde d'En-Nahda, appelées « ligues de protection de la révolution » (LPR), ainsi que par des groupes salafistes. Différents mouvements politiques et sociaux ont été visés : des meetings politiques du Front populaire ou de ses composantes, ainsi que d'autres militants et associations (dont les artistes empêchés de se produire pour « violation des principes islamiques »). Sans oublier l'attaque des LPR contre le siège de l'UGTT à Tunis, avec bâtons, couteaux et bombes à gaz, causant plus d'une dizaine de blessés le 4 décembre 2012, 60ème anniversaire de l'assassinat du leader et fondateur du mouvement syndical tunisien, Farhat Hached. Cette violence s'était accompagnée d'un durcissement de la répression étatique contre les opposants, en particulier de nombreux syndicalistes arrêtés à plusieurs reprises du fait de leurs activités syndicales.

Avant de devoir quitter le pouvoir, En-Nahda et ses alliés avaient voté un budget d'austérité et des politiques antisociales et antipopulaires. Les nouvelles mesures fiscales ouvertement défavorables aux couches moyennes et populaires ont été le détonateur d'un large mouvement de contestation, provoquant non seulement l'arrêt de ces mesures, mais aussi la démission forcée du président du gouvernement, l'islamiste Ali Laarayedh.

BAHREÏN, YÉMEN ET LYBIE

Dans d'autres pays, les processus enclenchés en 2011 traversent également des situations difficiles. Au Bahreïn, le régime monarchique des Al Khalifa continue de réprimer les principales organisations d'opposition et les militants, avec le soutien des monarchies du Golfe qui accusent, de manière mensongère, l'Iran de soutenir les manifestants et de vouloir faire un coup d'Etat.²

La monarchie des Al Khalifa n'a cessé d'instrumentaliser les tensions communautaires contre les chiites, très grandement discriminés au niveau politique et social, pour diviser les classes populaires et décrédibiliser les mani-

festants hostiles au régime. Les services de sécurité du royaume continuent de réprimer violemment la plupart des manifestations populaires, tandis que des « élections » législatives ont eu lieu il y a quelques mois, complètement boycottées par l'opposition dans son ensemble qui remettait en cause le manque de transparence et de démocratie.

Le nouveau parlement est donc complètement inféodé au pouvoir en place. Le chef du principal parti d'opposition chiite bahreïni (le parti conservateur al-Wafaq, qui demande une monarchie constitutionnelle et non la chute du régime), cheikh Ali Salmane, a été arrêté fin décembre et se trouve toujours en détention. Malgré des protestations très ponctuelles et peu audibles, les Etats occidentaux continuent de soutenir le régime des Al Khalifa, particulièrement les Etats-Unis dont la 5ème Flotte est basée sur place. Washington considère sa base militaire au Bahreïn comme le principal contrepoids aux efforts présumés de l'Iran pour développer ses forces armées et menacer le Golfe.

Au Yémen, la solution qui avait été négociée par l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis en 2011, consistant à maintenir le régime en place en y associant d'autres forces politiques, tout en poussant vers la sortie le dictateur Ali Abdullah Saleh, a été laminée par la prise de la capitale, Saana, par les miliciens houthis (rebelles chiites) en septembre 2014. Les houthistes contestent la place laissée aux partisans de Saleh dans le « gouvernement de consensus » issu de la solution négociée, ainsi que l'immunité qui a été garantie au président déchu. Ils revendiquent l'attribution à la minorité houthie de portefeuilles ministériels dans un gouvernement composé en majorité de sympathisants du parti sunnite Al-Is-lah, la branche yéménite des Frères musulmans.

Les conquêtes territoriales des houthistes ont été facilitées par la faiblesse de l'Etat depuis le soulèvement de 2011, sur fond de problèmes sociaux et économiques profonds. Le pays est maintenant en proie à des conflits militaires entre forces politiques rivales, ainsi qu'à des manifestations populaires. La crise s'est encore aggravée récemment lorsque des miliciens



houthistes ont pris d'assaut le complexe du palais présidentiel et encerclé la résidence du Premier ministre dans la capitale.

Un des principaux points d'achoppement est l'opposition, mêlée à des questions tribales et communautaires (avec les Houthistes, issus d'un courant du chiisme, contre des groupes islamistes sunnites dont certains se

de Misrata et des islamistes, et contrôlant Tripoli, l'autre reconnu par la communauté internationale et siégeant à Tobrouk, près de la frontière égyptienne.

Des discussions se sont ouvertes le 14 janvier à Genève sous l'égide de l'ONU, pour tenter de mettre en place une cessation des hostilités entre les différents acteurs politiques. De nombreuses milices armées se sont développées sans contrôle, imposant leurs lois dans certaines régions. Le sud du pays est ainsi

listes ont pu être constatés dans les élections législatives tunisiennes, comme à travers la répression des Frères musulmans en Egypte. Cela ne veut pas dire que les affrontements entre ces deux forces n'ont pas laissé de place à des alliances et collaborations à des moments donnés. Il faut se rappeler qu'après la chute de Moubarak, le mouvement des Frères musulmans en Egypte a entretenu des bonnes relations et même collaboré avec les dirigeants de l'armée, jusqu'au



Après quatre mois de combats acharnés, les défenseurs de Kobané sont parvenus à chasser les bandes de Daech. DR.

réclament d'Al Qaeda), entre le projet d'un Etat fédéral comprenant six régions, convenu en janvier 2014 au terme d'une conférence de dialogue national, et celui de la milice d'Ansarullah proche des Houthis qui veut un Etat formé de deux régions.

En Lybie, le pays est en proie à l'anarchie et à des affrontements violents entre forces politiques rivales. Il existe officiellement dans le pays deux gouvernements et deux parlements parallèles, l'un proche des miliciens de Fajr Libya (Aube de la Libye), considérée comme une coalition de milices

le théâtre d'affrontements tribaux dans le cadre d'une lutte d'influence pour le contrôle de la contrebande dans le désert. La Lybie n'a pas retrouvé de gouvernement stable depuis la chute du dictateur Kadhafi en octobre 2011 et est passé sous la coupe de milices d'ex-rebelles qui se disputent les territoires de ce vaste pays désertique et riche en pétrole.

OPPOSITIONS ET COLLABORATIONS

Les oppositions entre représentants des anciens régimes et forces islamiques réactionnaires et fondamenta-

renversement de Morsi en juillet 2013. De plus, lorsque les Frères Musulmans dominaient le parlement et occupaient la présidence, ils n'avaient pas remis en cause le pouvoir politique et économique de l'armée, ni dénoncé son rôle répressif contre le mouvement populaire, par exemple durant les 18 jours du soulèvement de 2011 ou lors des crimes de Maspero en Novembre 2011 contre les manifestants coptes. Au niveau économique, les Frères musulmans s'inscrivaient dans la ligne des politiques néolibérales de l'ère Moubarak, critiquant uniquement le népo-

tisme et la corruption du régime. Cela ne les a pas empêchés de collaborer avec certaines figures du monde des affaires, proches du régime Moubarak.³ Leur programme politique et économique encourageait le démantèlement accéléré des services sociaux de l'Etat au profit d'un rôle accru du secteur privé et des associations de charités religieuses.

En Tunisie, Nidaa Tounes et En-Nahda ont collaboré à de nombreuses reprises dans le passé et n'ont pas caché leurs intentions de le faire dans l'avenir. Dans une interview d'octobre 2014, Rached Ghannouchi n'excluait pas la possibilité de travailler avec Nidaa Tounes et ajoutait que c'est le parti En-Nahda qui avait empêché l'adoption de la loi d'immunisation de la révolution, qui aurait permis à des personnes ayant appartenu à l'ancien régime de se présenter aux élections. A la suite de la victoire de Nidaa aux législatives, le vice-président d'En-Nahda, Abdelfattah Mourou, déclarait qu'il n'était pas contre le fait qu'En-Nahda fasse partie du prochain gouvernement. Le leader du mouvement Nidaa Tounes et candidat à la présidence de la République, Béji Caïd Essebsi, a d'ailleurs fait savoir que le mouvement En-Nahda n'est pas un ennemi, et a même indiqué que si l'intérêt suprême de l'Etat l'exige, Nidaa n'hésitera à aucun moment à former un front avec En-Nahda.

Lors des premières séances du nouveau parlement tunisien, cette collaboration a été remarquée. Le seul vote intervenu le 2 décembre concernait une suspension de séance de 48 heures, pour laisser davantage de temps à Nidaa Tounes et En-Nahda pour négocier entre eux et/ou récupérer chacun des alliés. Le Front populaire a été le seul groupe parlementaire à s'y opposer, rejoint uniquement par quelques députés indépendants. Lors de la deuxième séance, le 4 décembre, Nidaa et En-Nahda ont à nouveau voté ensemble pour les postes à pourvoir. Ghannouchi a déclaré fin décembre que Nidaa Tounes n'était pas le représentant de l'ancien régime et qu'il avait confiance en Caïd Essebsi, qui faisait partie de la révolution.

Le nouveau Premier ministre, Essid, représente en grande partie cette convergence d'intérêts. Il avait été ministre de l'Intérieur en 2011, dans le gouvernement intérimaire de Caïd Es-

sebsi, alors Premier ministre après la chute du dictateur Ben Ali, mais aussi, par la suite, conseiller en charge des affaires sécuritaires auprès de son successeur, l'islamiste Hamadi Jebali. Auparavant, sous Ben Ali, Essebsi avait notamment été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, ainsi que secrétaire d'Etat à l'Environnement. En-Nahda s'est déclaré prêt à « coopérer pleinement » avec lui.

Le baron des affaires et soutien d'En-Nahda, Mohammed Frikha, avait déclaré auparavant que l'UTICA (le syndicat patronal tunisien) avait proposé aux différents partis, dont En-Nahda, d'intégrer des hommes d'affaires dans leurs listes, en précisant qu'il existait un certain consensus sur la ligne économique, notamment entre En-Nahda, Nidaa Tounes et d'autres tels que Afek (parti ultralibéral).

CONTRE LES DEUX VARIANTES DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Ces deux acteurs, les représentants des anciens régimes et les forces islamiques réactionnaires et fondamentalistes, sont des ennemis acharnés des objectifs initiaux des processus révolutionnaires. Les mouvements populaires, militants et groupes portant ces objectifs ont d'ailleurs été attaqués par ces deux forces.

Il s'agit de deux forces contre-révolutionnaires, par-delà les différences entre leurs discours. Les représentants des anciens régimes se présentent comme des défenseurs du modernisme, des sauveurs de l'unité de la patrie et des champions de la lutte contre le « terrorisme ». Les forces islamiques réactionnaires et fondamentalistes se présentent de leur côté comme les garantes de la religion islamique, de la morale, de l'authenticité de l'identité islamique et arabe, tout en faisant le lien avec la « Ummah » (communauté des croyants ou « Nation ») islamique.

Ces deux discours, certes divergents en apparence, ne doivent pas nous faire oublier que les deux mouvements partagent un projet politique très similaire : limiter et réprimer les droits démocratiques et sociaux, tout en cherchant à garantir le système de production capitaliste et à continuer les politiques néolibérales qui appauvrissent les classes populaires de la région. De même, ces deux forces contre-révolutionnaires n'hésitent pas

à utiliser un discours visant à diviser et opposer les classes populaires sur des bases communautaires religieuses, ethniques, de genre, régionalistes, etc.

Les différences politiques qui ont choisi et choisissent de soutenir l'une de ces deux forces contre-révolutionnaires, en la présentant comme le choix du « moindre mal », font en fait le choix de la défaite et du maintien du système injuste dans lequel vivent les classes populaires de la région. Le rôle des révolutionnaires n'est pas de choisir entre différentes fractions de la bourgeoisie et de la contre-révolution, soutenues par différents acteurs impérialistes ou sous-impérialistes. Il faut en particulier souligner à cet effet les deux centres de la contre-révolution régionale que sont l'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe d'un côté, qui soutiennent les forces des anciens régimes, et de l'autre le Qatar qui soutient les forces islamiques fondamentalistes.

Le rôle des courants progressistes est de s'opposer aux différentes forces de la contre-révolution et de construire un front indépendant de ces deux formes de réaction. Les forces progressistes doivent s'inscrire sur des bases démocratique, sociales, anti-impérialistes, s'opposant à toutes les formes de discrimination et travaillant à un changement radical de la société, dans une dynamique par en bas qui fasse des classes populaires l'acteur du changement.

Face à ces affrontements ou collaborations entre les forces de la réaction, ne choisissons pas une des formes de la réaction. Il faut soutenir, construire et organiser une alternative populaire et radicale pour les objectifs initiaux des révolutions : la démocratie, la justice sociale et l'égalité. □

1 Cet ensemble s'étend des mouvements des Frères musulmans aux différents groupes djihadistes. Ces forces ne sont bien sûr pas similaires, des différences majeures existent entre elles, mais elles partagent une position contre-révolutionnaire face au mouvement populaire et aux objectifs de la révolution.

2 La population du Bahreïn est à majorité chiite, tandis que la famille régnante Al-Khalifa est sunnite.

3 Le président Morsi avait par exemple invité à faire partie d'un voyage en Chine Mohamed Farid Khamis, patron d'Oriental Weavers et alors membre du bureau politique et parlementaire du Parti national démocratique (PND), l'ex-parti au pouvoir du temps de Moubarak. Un autre membre du bureau politique du PND, réputé proche de l'ancien président, Gamal Moubarak, participait également à la délégation : Sherif Al-Gabaly, membre du conseil d'administration de la Fédération égyptienne des industries et patron de Polyserve, un groupe spécialisé dans les engrais chimiques.

Frölich sur la Première Guerre mondiale et l'Allemagne

PAR PIERRE LEVI

Les éditions Sciences marxistes continuent leur méritoire effort de traduire les textes de Paul Frölich, avec une qualité éditoriale remarquable (notes de bas de page très éclairantes, chronologie très détaillée, excédant largement les quatre années de guerre, index biographique des personnes citées). Ce livre constitue une première édition en français. Dans le projet initial de Frölich, il devait comporter plusieurs volumes, mais seul le premier, celui qui nous est donné à lire, a été terminé. Pour indiquer l'importance de ce livre dans la bibliographie consacrée à cette période, on ne peut qu'évoquer (la multiplicité des documents reproduits en moins), le livre d'Alfred Rosmer, *Le mouvement ouvrier durant la Première Guerre mondiale* (ed. d'Avron, 2 volumes). L'ambition de Frölich en publiant ce livre, en 1924, était de fournir un manuel de référence sur la Première Guerre mondiale, écrit du point de vue prolétarien. Comme il l'explique dans son avant-propos, il faut se méfier plus que tout de l'objectivité de l'histoire : « *Nous n'avons évidemment pas aspiré à cette méprisante objectivité qui n'est qu'une formule servant à enjoliver les plus lâches dissimulations.* »

UN LIVRE ENGAGÉ ET SCIENTIFIQUE

C'est donc un livre engagé que propose l'auteur, mais dont le caractère scientifique repose sur une volumineuse documentation. L'ouvrage se compose de quinze chapitres, plus un seizième qui fait office de conclusion et qui porte sur le bilan de la guerre, tant du point matériel et humain que du point de vue politique. La phrase conclusive indique parfaitement les objectifs politiques que Frölich tire de cette sanglante boucharie : « *Guerre civile contre la guerre !* » Mais, avant d'arriver à cette ultime phrase, il développe de manière passionnante l'attitude de la social-démocratie (puis de l'opposition naissante, puis croissante en son sein) face à la guerre, face au développement de l'impérialisme allemand. En effet, c'est du fait de la frustration des intérêts des capitaux allemands face au partage colonial du monde, fruit du retard

historique de la constitution de la nation allemande (comme italienne, au demeurant), que se déclenchèrent les mécanismes qui aboutiront à la guerre. Or, face à ces revendications impérialistes, la réponse du mouvement ouvrier et de la IIe Internationale fut particulièrement ambiguë, puisque si se développa au sein du SPD un courant ouvertement social-impérialiste (résolution Maurenbrecher-Hildebrand en 1911, partiellement reproduite page 41), la position générale de la social-démocratie (SD) était que la colonisation participait globalement d'un processus de civilisation des indigènes. Kautsky, le théoricien de la SD s'opposait par exemple aux soulèvements coloniaux au nom de leur caractère putschiste : « *Autant nous comprenons ces rebellions et nous sentons proches des rebelles, autant la social-démocratie ne saurait les encourager, tout comme elle ne saurait encourager des putschs sans issue du prolétariat en Europe* » (cité pages 46-47).

LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE

Face au danger de guerre, la réponse de la SD résidait dans la perspective du désarmement international, avec un appui à peine voilé aux activités de la Triple alliance (France, Royaume-Uni, Russie et leurs colonies respectives). Dans cet environnement, Frölich assume courageusement l'idée que son pays (ou plutôt l'alliance des Empires allemands et austro-hongrois) portait la responsabilité la plus grande dans le déclenchement de la guerre. Mais ce n'est pas seulement le gouvernement impérial qui était le grand coupable. Le parti social-démocrate portait aussi une lourde responsabilité. Finalement, au sein de la fraction SD au Parlement, 78 députés se prononcèrent pour les crédits de guerre, 14 contre (plus 1, qui était absent au moment du vote). Les adversaires des crédits de guerre ne furent pas autorisés à émettre un vote indépendant, si bien que leur adoption se fit à l'unanimité du groupe parlementaire social-démocrate, la discipline de parti l'emportant sur les désaccords, y compris pour les plus résolus (qui formeront le Spartakusbund

dans le courant de la guerre).

Dans les autres pays, la SD s'aligna sur ses gouvernements, à l'exception des bolcheviks et de la SD serbe. La IIe Internationale s'effondra dans le social-patriotisme. Le 4 août, la guerre commençait.

Frölich aborde dans un chapitre particulier sa dimension proprement militaire. Dès avant le déclenchement du conflit, le rapport de forces militaire n'était pas en faveur des empires centraux. Avec l'offensive de la Marne brisée à l'automne 14 (examinée en détail dans le chapitre 6), la perspective de la défaite était annoncée pour l'Empire germanique. A l'intérieur du pays, c'était le début de l'Union sacrée (*la Burgfrieden*, paix sociale). Pour la social-démocratie et les syndicats qui lui étaient liées, l'objectif clairement affiché était de sauvegarder les organisations : « *Le parti et les syndicats sauvaient leurs organisations et sacrifiaient le prolétariat* » (page 119).

AU NOM DE L'INTÉRÊT NATIONAL

Les grèves furent combattues par les syndicalistes au nom de la défense de l'intérêt national. Les plus faibles furent particulièrement sacrifiés, en particulier les femmes qui entrèrent en masse sur le marché du travail dans des conditions de travail et de salaire déplorables. Le prolétariat fut complètement militarisé à partir de 1916 (*Hilfsmittengesetz*, loi sur le service auxiliaire patriotique). La social-démocratie théorisa cette mise en esclavage des travailleurs comme la réalisation du « socialisme de guerre », tandis que certains médecins se faisaient les apôtres d'une alimentation pauvre en graisse, justifiant la nourriture aux navets pour les bambins. Plus la guerre durait, plus s'accroissait une véritable famine (dont rend bien compte la littérature. Cf. Ernst Glaeser, *Classe 1902, Les nuits rouges*, notamment). Si la social-démocratie appuyait de manière toujours plus forte l'effort de guerre, un courant de gauche en son sein s'en détacha rapidement. La figure la plus connue en était Karl Liebknecht qui, lors du second vote sur les crédits de guerre vota seul (contre l'avis de Rosa

Luxemburg) contre les crédits de guerre. Liebknecht profita également de son statut de parlementaire pour interpellier le parlement et construite une opposition au sein du groupe parlementaire. Le résultat fut que le statut protecteur de Liebknecht fut suspendu et qu'il se trouva envoyé au front. Mais ses efforts ne furent pas vains car, le 15 avril 1915, paraissait le premier numéro de Die Internationale, journal dirigé par Rosa Luxemburg et Franz Mehring, qui allait devenir le centre de ralliement au Spartakusbund (la Ligue Spartakiste).

DÉCANTATIONS À GAUCHE

Mais la Ligue Spartacus n'était pas la seule composante de l'opposition à la

guerre, très fragmentée (du fait de l'histoire de la constitution de l'Etat allemand unitaire). A Spartacus, il faut ajouter l'ISD (Internationale Sozialistische Deutschland) autour de Borchardt et les Linksradiakalen de Brême, avec la personnalité de Johan Knief. Les réunions internationales des opposants à la guerre tenues à Zimmerwald, puis Kienthal, permirent une décantation politique au sein de la social-démocratie.

Tandis que l'effort de guerre redoublait, le constat fait par la bourgeoisie de l'impossibilité de réaliser militairement toutes les conquêtes souhaitées entraîna le développement d'un courant composite d'annexionnistes, ralliant les

sociaux démocrates. Cela conduisit à la scission au sein de la SD, avec l'apparition de l'USPD (social-démocratie indépendante) en avril 1917. Frölich a des mots très durs pour ce parti, centriste, hésitant, timoré.

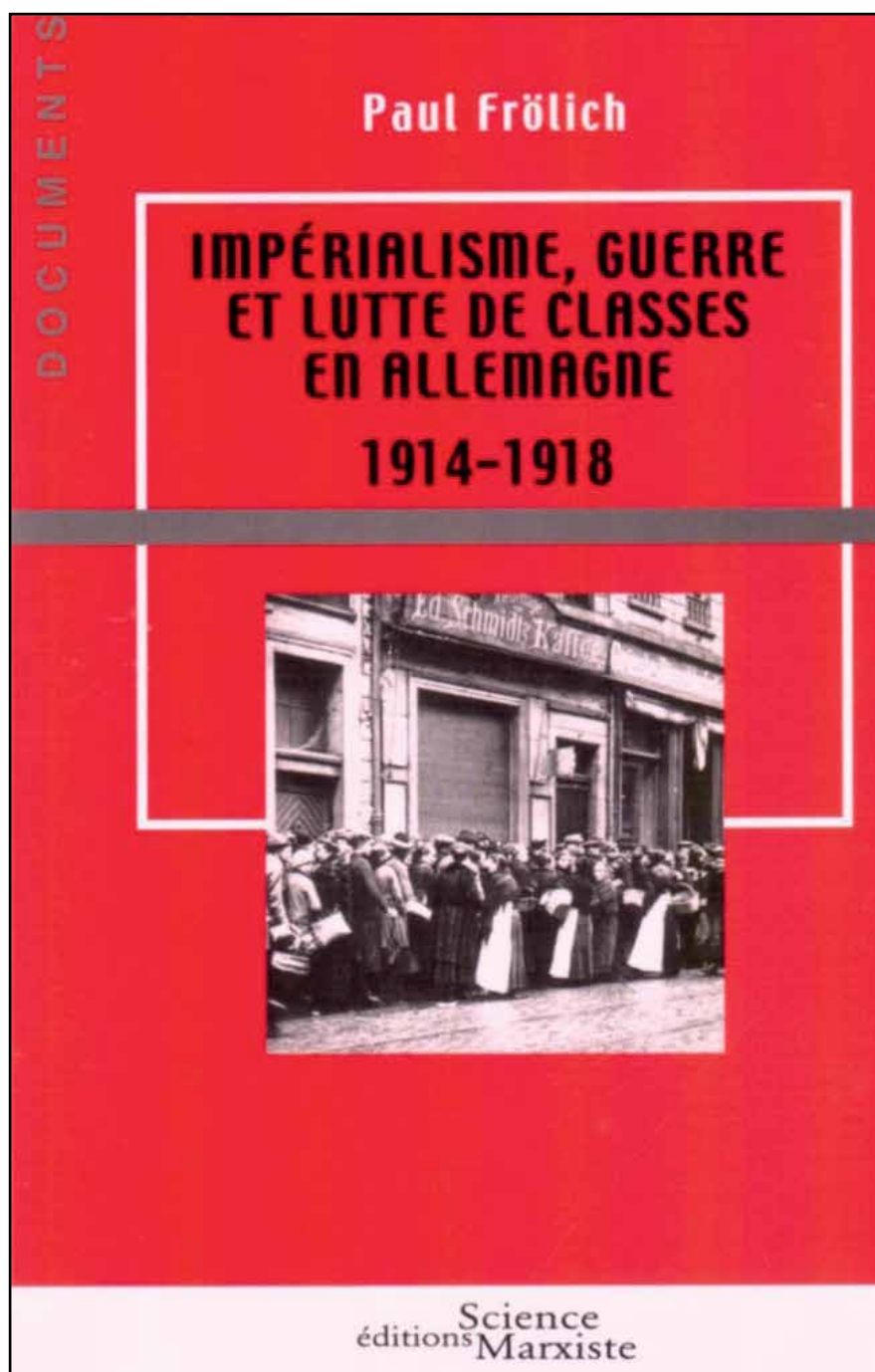
Des pages très intéressantes sont consacrées aux conséquences du déclenchement de la révolution russe et des négociations de Brest-Litovsk, sur des aspects peu connus des menées sécessionnistes à l'instigation des troupes allemandes dans les pays baltes.

Mais le front intérieur craque : en janvier 1918, une grève éclate en Allemagne, ainsi qu'à Vienne, tandis que le maréchal Ludendorff lance l'offensive finale début 1918. L'apport des forces américaines, plus de 600 000 hommes parfaitement équipés qui débarquent (sur le comportement des soldats américains, on lira le fabuleux roman de W. March, *Compagnie K, Gallmeister*, 2013), brisent cependant l'assaut. « *La grande offensive victorieuse, qui devait amener la "paix par l'épée", a donc conduit à la défaite décisive de l'Allemagne et à la paix de Versailles* » (page 253).

Cette défaite fut d'ailleurs accentuée (en prenant des allures catastrophiques) par la volonté de briser la révolution à l'Est, qui priva le front de l'Ouest de troupes nécessaires : « *Le désir fou de conquêtes, le pillage de la Russie et la lutte contre la révolution ont, sur le plan militaire, cassé les reins à l'Allemagne* » (page 256).

Tandis que l'Empire s'effondrait, les sociaux-démocrates intégrèrent le gouvernement de transition du prince de Bade, tandis que la révolution grondait dans le pays. Le récit de Frölich s'arrête au moment où les marins se révoltent et lancent le mouvement des conseils à travers toute l'Allemagne. Extrêmement détaillé, parfaitement documenté, ce livre constitue une référence, à notre connaissance, indépassée à ce jour (en français du moins), sur l'attitude de la gauche durant la période de la Première Guerre mondiale. Il y a tout à parier qu'il deviendra un ouvrage de référence. Une série de documents et de notices biographiques le complète. □

¹ Frölich rapporte une déclaration de Otto Braun, membre du comité directeur du parti, affirmant qu'il fallait sauver les 20 millions de marks investis dans les entreprises du mouvement ouvrier allemand et les 11 000 permanents qui y étaient employés (page 118).



Paul Frölich, « *Impérialisme, guerre et lutte de classes en Allemagne, 1914-1918* », Paris, Sciences marxistes, 2014, 346 pages, 22 euros.

APRÈS LA RÉVOCACTION DE YANN LE MERRER

Construire un mouvement national contre la répression

PAR ORNELLA CHESNUTT



Yann Le Merrer, au premier plan avec le micro, en 2012 devant le tribunal de Nanterre, à l'occasion d'une première répression antisyndicale des postiers du 92. Photothèque rouge/Milo.

Yann Le Merrer, secrétaire départemental adjoint de SUD Activités postales 92, a été révoqué de la fonction publique par décision de la direction de La Poste en date du 9 janvier 2015. Le jour même où elle organisait partout des minutes de silence en réaction aux tueries de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher... au nom de la liberté d'expression. L'hypocrisie est totale. Yann a été révoqué officiellement pour « intrusions répétées pendant les heures de service dans plusieurs établissements postaux, ayant nui au bon fonctionnement des services, en totale contravention avec les modalités d'exercice du droit syndical (récidive) (...) prises de parole non autorisées dans plusieurs établissements de La Poste (récidive) ; refus d'obéissance aux ordres émis par des responsables hiérarchiques en vue de régler l'organisation du service et d'assurer le bon fonctionnement de leurs établissements ; refus de quitter les locaux en dépit des injonctions ; absence d'information préalable des directeurs d'établissements à l'occasion de ses venues. »

Ce qui est visé, c'est la forme de lutte qui consiste à regrouper les salariés d'un établissement pour prendre la parole et la leur donner. Lors de la grève de 173 jours des postiers du 92, c'est en allant prendre la parole dans d'autres centres que les grévistes de Rueil, point de départ du mouvement, ont pu en-

traîner suffisamment de grévistes dans six communes pour atteindre un nombre permettant d'avoir un impact. Chaque jour, ils se déplaçaient sur divers centres, non seulement dans le 92 mais aussi à Paris, jusqu'à Aubigny dans le Cher ou à Tours.

Cette stratégie de regroupement, qui cherche à surmonter l'émiettement en de multiples centres, métiers et statuts, s'appuie sur une arme essentielle : la prise de parole, autrement dit l'AG sur le tas. Dans une entreprise où la taille moyenne des établissements est de 16 salariés, elle est la seule possible si l'on veut faire plier les patrons. C'est pour cela qu'ils cherchent à briser une des équipes syndicales qui la met en pratique, et que Yann a été révoqué.

Les procédures de licenciement de délégués syndicaux sont devenues monnaie courante à La Poste. Dans le seul Haut-Rhin, près de cinquante procédures avaient été engagées contre des délégués syndicaux au premier semestre 2014. Alors que la majorité des agents sont désormais contractuels de droit privé, les sanctions et licenciements de responsables syndicaux se sont accélérés ces dernières années. La Poste s'attaque maintenant à un militant qui bénéficiait du statut de fonctionnaire. L'Etat, actionnaire majoritaire, est évidemment impliqué.

C'est un « tabou » qui saute : révoquer

un responsable syndical fonctionnaire pour des raisons militantes n'était pas arrivé depuis 1951, quand deux postiers responsables de la CGT avaient été exclus de la fonction publique pour avoir signé une pétition en faveur de la paix entre les peuples d'Allemagne de l'Est et de France. Ils avaient fini par être réintégrés... en 1981.

Le problème que pose la révocation de Yann est simple : s'il n'est pas réintégré, cela signifie que plus personne n'est à l'abri, y compris dans la fonction publique.

La réaction militante a été plus large que lors de précédentes procédures disciplinaires ou pénales contre des syndicalistes postiers. Ce n'est pas seulement la fédération SUD-PTT qui a réagi, mais également la CGT-FAPT. Le rassemblement local du 20 janvier à Nanterre a réuni près de 300 personnes. Un milieu militant plus large qu'à l'accoutumée se sent concerné par le sort de Yann. Il est possible de fédérer les équipes militantes frappées par la répression dans le monde du travail et dans les mouvements sociaux. Regrouper les militantes et militants concernés, défendre le droit à s'exprimer, à s'organiser, à manifester et à faire grève sera décisif pour préparer les confrontations sociales qui nous attendent. □